

Rapport de recherche :

**La traversée du désert, quand les retours
ne sont pas une solution – *Analyse
systémique des retours involontaires,
des vulnérabilités et des dynamiques de
conflit dans l’Est de la RDC***



© Photo crédit : International Alert, février 2026 / Groupe de discussions avec des hommes retournés en territoire de Djugu, Groupement Lopa, Ituri

Les retours involontaires observés dans l'Est de la RDC ne marquent pas la fin des déplacements. Ils s'inscrivent dans des contextes fragiles où l'accès à la terre, les moyens de subsistance et la cohésion sociale sont déjà sous

pression. Sans une approche intégrée prenant en compte les dynamiques économiques, sociales et de conflit, les retours risquent de renforcer les vulnérabilités existantes et d'alimenter de nouveaux cycles de crise.

© Organisation / Projet : International ALERT www.international-alert.org

Conflict Sensitivity Hub <https://cs-hub.org/>

Date : Février - Mars 2026

Zones couvertes : Nord-Kivu | Sud-Kivu | Ituri | Tanganyika

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis plus de deux décennies, l'Est de la République démocratique du Congo est marqué par des cycles répétés de déplacements liés à des conflits armés persistants, à des violences intercommunautaires et à des fragilités structurelles de gouvernance. Dans ce contexte déjà instable, une évolution récente mérite une attention particulière : l'augmentation des retours involontaires observés au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, en Ituri et au Tanganyika. Cette recherche met en lumière un fait : ces retours ne constituent pas une rupture avec les dynamiques de crise ; ils en modifient plutôt les formes et les modalités.

Dans son acception générale, le « retour » des personnes déplacées suppose une normalisation de la situation, c'est-à-dire un passage de l'instabilité à la stabilisation, ainsi qu'une décision fondée et volontaire. Or, une analyse approfondie des mouvements de population cibles de cette recherche montre que les retours des personnes déplacées ne peuvent pas être compris selon une logique simple. Cette recherche examine les formes de retours involontaires et montre que, dans de nombreux cas, les vulnérabilités observées dans les sites de déplacement se reconfigurent dans les milieux de retour et tout au long des trajectoires de mobilité. Le retour, tel qu'il est actuellement observé, ne correspond donc pas nécessairement à un processus de stabilisation. Dans bien des cas, il s'apparente davantage à un déplacement vers un autre espace. Les vulnérabilités qui caractérisent les

conditions de vie dans les sites de déplacement ne disparaissent pas au moment du retour ; elles se recomposent dans les zones d'origine, souvent dans des environnements où les conditions de réinstallation ne sont pas réunies.

Dans l'ensemble des zones étudiées, une proportion importante de ménages — estimée entre 60 % et 80 % — indique être retournée sous contrainte. Ces retours interviennent à la suite de pressions directes (décisions imposées, injonctions), indirectes (réduction ou arrêt de l'assistance) ou encore de conditions de vie devenues intenable dans les sites. Ils se déroulent, dans la majorité des cas, sans préparation, sans évaluation préalable des conditions de sécurité et sans dispositifs d'accompagnement adaptés, ce qui crée un décalage important avec les principes d'un retour volontaire, sûr et digne. Les conditions observées après le retour témoignent d'une dégradation rapide des situations de vie. Une part importante des ménages retrouve des habitations détruites, occupées ou non fonctionnelles. La perte des moyens de subsistance est largement rapportée, plus de 70 % des ménages indiquant avoir perdu tout ou partie de leurs actifs productifs. Parallèlement, l'accès aux services sociaux de base demeure limité dans de nombreuses zones, tandis que les contraintes sécuritaires persistent, notamment dans des territoires comme Beni, Rutshuru ou Djugu.

Pris ensemble, ces éléments indiquent que les retours s'effectuent dans des contextes qui ne permettent pas aux ménages de se stabiliser durablement. Ils s'inscrivent plutôt dans des environnements marqués par l'incertitude, la précarité et la difficulté à reconstruire des moyens d'existence. Par ailleurs, les retours forcés contribuent à reconfigurer les dynamiques locales de tension. L'arrivée de populations dans des zones où les ressources sont déjà limitées — en particulier la terre — accentue les pressions existantes. Dans plusieurs territoires, notamment à Masisi, Djugu et Kalemie, les conflits fonciers apparaissent comme des points de cristallisation des tensions. Les relations entre populations retournées et communautés hôtes s'en trouvent affectées, avec une montée de la méfiance et, dans certains cas, une évolution vers des violences ouvertes.

Ces effets ne sont pas uniformes. Les données montrent que certains groupes sont particulièrement exposés. Les femmes, en raison de leur accès limité aux ressources et aux opportunités économiques, se retrouvent dans des situations de dépendance accrue, avec des risques élevés de violence. Les jeunes, confrontés à un manque d'opportunités, font face à des formes d'exclusion susceptibles de les rendre plus vulnérables à des dynamiques de mobilisation dans des contextes de conflit. Les retours contribuent ainsi à renforcer des inégalités déjà existantes. L'analyse met également en évidence des limites importantes dans les réponses apportées. Les interventions restent souvent fragmentées, avec peu de continuité après le retour et une prise en compte insuffisante des dynamiques foncières ainsi que des tensions locales. Le manque d'articulation entre les approches humanitaires, de développement et de paix réduit la capacité des interventions à agir sur les facteurs structurels des vulnérabilités observées.

Dans ce contexte, les retours involontaires doivent être compris comme s'inscrivant dans une dynamique plus large, caractérisée par une succession de mécanismes interdépendants : le retour intervient dans des conditions précaires, entraîne une perte ou une limitation des moyens de subsistance, accentue la pression sur les ressources, alimente les tensions et contribue, dans certains cas,

à de nouveaux déplacements. Ce constat soulève un enjeu central pour les acteurs engagés dans ces contextes : accompagner les retours sans en transformer les conditions revient, dans une certaine mesure, à intervenir sans infléchir les dynamiques de fond. Une évolution des approches apparaît donc nécessaire. Elle implique de replacer les principes de volontariat, de sécurité et de dignité au cœur des processus de retour, de traiter de manière plus systématique les enjeux liés à l'accès à la terre et aux moyens de subsistance, et de renforcer l'articulation entre les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Sans cela, les retours risquent de continuer à s'inscrire dans des trajectoires instables, avec des effets limités sur les perspectives de stabilisation à moyen et à long terme.

Dans plusieurs zones couvertes par l'étude, plus de la moitié des ménages interrogés déclarent avoir été déplacés à au moins deux reprises au cours des dernières années. Certains évoquent des trajectoires marquées par des déplacements répétés entre zones d'origine, sites de déplacement et localités d'accueil temporaires. Tous les mouvements évoqués cachent plusieurs formes de retours, très souvent involontaires dans des zones très instables.

Les dynamiques de retour observées varient selon les provinces, tout en révélant des mécanismes communs de vulnérabilisation. Au Nord-Kivu, les retours sont fortement influencés par l'instabilité sécuritaire, les recompositions du contrôle territorial et les décisions des autorités de fait, conduisant de nombreux ménages à retourner dans des zones où les conditions de sécurité demeurent précaires. En Ituri, les retours s'effectuent principalement à la faveur d'accalmies temporaires dans les violences intercommunautaires, sans que les causes profondes des tensions, notamment foncières, ne soient résolues. Dans le Tanganyika, ils s'inscrivent davantage dans un contexte de marginalisation structurelle, marqué par un accès limité aux services de base et aux opportunités économiques. Au Sud-Kivu, les retours sont largement conditionnés par l'épuisement des capacités de survie en déplacement, la pression sur les ressources et la précarité des moyens de

subsistance. À travers l'ensemble des zones étudiées, les ménages retournent souvent dans des environnements où la sécurité, l'accès à la terre, les services sociaux et les opportunités économiques restent insuffisants, exposant les populations à de

nouvelles vulnérabilités et, dans certains cas, à de nouveaux déplacements.

0. INTRODUCTION

0.1. Généralités

Depuis plus de deux décennies, l'Est de la République Démocratique du Congo demeure marqué par des cycles répétés de violence, de déplacement et de recomposition sociale. Dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika, les conflits armés, les tensions intercommunautaires, la fragilité des institutions locales et la pression sur les ressources continuent de produire des mobilités forcées à grande échelle. Dans ce contexte, la question du retour des populations déplacées internes est souvent présentée comme une étape vers la stabilisation. Pourtant, les réalités observées sur le terrain montrent que ces retours ne correspondent pas toujours à un processus libre, volontaire, sûr et digne. Si les dynamiques de déplacement cyclique sont anciennes, les données récentes mettent en évidence une évolution notable dans les modalités de retour. Les mouvements observés depuis 2024 s'éloignent des logiques de retour volontaire pour s'inscrire de plus en plus dans des dynamiques contraignantes. Dans la majorité des zones étudiées, une proportion importante des ménages interrogés

indique que leur retour n'a pas résulté d'un choix libre, mais d'un ensemble de pressions directes ou indirectes. De plus en plus, les mouvements de retour s'effectuent dans des conditions marquées par la contrainte. Ils résultent non seulement de pressions sécuritaires ou de décisions imposées, mais aussi de la dégradation progressive des conditions de vie dans les lieux de déplacement, de la réduction de l'assistance humanitaire, de l'épuisement des moyens de survie et des tensions avec les communautés d'accueil. Dans ces situations, le retour apparaît moins comme une solution durable que comme une reconfiguration du déplacement dans un autre espace, souvent tout aussi fragile¹.

Cette recherche part du constat que les retours involontaires ne mettent pas fin à la vulnérabilité ; ils en transforment les formes. En ramenant les ménages dans des environnements où l'accès à la terre, aux moyens de subsistance, aux services sociaux de base et à la sécurité reste limité, ils exposent les populations à de nouvelles incertitudes

¹ Comme mentionné dans la note de cadrage, Cette recherche est centrée sur les retours involontaires. Ces derniers doivent être bien compris dans des cadres précis sous plusieurs dimensions : 1. Retour sous pression humanitaire ou retour par épuisement des capacités de survie quand les ménages retournent parce que les conditions de déplacement deviennent intenables, 2. Retour sous contrainte sécuritaire indirecte quand les personnes ne sont pas expulsées directement, mais retournent parce que les sites d'accueil deviennent eux-mêmes insécurisés ; 3. Retour imposé ou quasi-imposé par décision d'autorité quand les autorités ordonnent ou encouragent fortement le départ ; 4. Retour sous contrainte sociale ou pression sociocommunautaire quand les ménages retournent à cause des tensions avec les communautés hôtes, le

rejet social, la discrimination, le manque d'acceptation dans la zone d'accueil et la pression des familles d'accueil ou expulsions informelles ; 5. Retour économique par défaut ou retour de survie économique quand les ménages retournent parce qu'ils ne peuvent plus maintenir leurs moyens de subsistance en déplacement ; 6. Retour opportuniste en contexte d'accalmie fragile ou retour dicté par une fenêtre d'opportunité fragile sans garanties réelles ; 7. Retour pendulaire ou réversible quand le retour n'est pas durable et s'inscrit dans une logique de va-et-vient entre site, famille d'accueil et zone d'origine et/ou une réinstallation suivie d'un nouveau déplacement.

et réactivent parfois des tensions locales préexistantes. Ainsi, le retour ne peut être compris uniquement comme un mouvement de population, mais doit être analysé comme un phénomène social, économique et politique inscrit dans des dynamiques plus larges de fragilité et de conflit. L'objectif de ce rapport est d'analyser les retours involontaires dans l'Est de la RDC à partir d'une approche systémique, attentive à leurs effets sur les conditions de vie des ménages, sur les relations entre populations retournées et communautés hôtes, ainsi que sur les dynamiques locales de conflit. L'étude met en lumière les mécanismes par lesquels ces retours contribuent à reconfigurer les vulnérabilités, à intensifier la pression sur les ressources et, dans certains cas, à nourrir de nouveaux cycles de déplacement.

En s'appuyant sur des données quantitatives et qualitatives recueillies dans plusieurs territoires des quatre provinces concernées, ce rapport vise à dépasser une lecture linéaire du retour pour montrer qu'en l'absence de conditions favorables, celui-ci ne constitue pas nécessairement une solution, mais peut au contraire prolonger les logiques de crise. Il invite ainsi à repenser les réponses apportées aux populations déplacées dans une perspective articulant action humanitaire, relèvement, cohésion sociale et consolidation de la paix.

0.2. Méthodologie

0.2.1. Considérations générales

Cette recherche repose sur une approche mixte combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, afin d'analyser les dynamiques de retours involontaires et leurs effets sur les conditions de vie des populations ainsi que sur les dynamiques locales de conflit.

- **Zones d'étude :**

La collecte des données a été réalisée dans des territoires et zones de santé sélectionnés sur la base de leur exposition aux dynamiques de retour, de la présence de populations retournées et de la diversité des contextes sécuritaires et socio-économiques. Au Nord-Kivu, les données ont été recueillies dans les territoires de Nyiragongo,

Rutshuru, Masisi et Beni, couvrant notamment les zones de santé de Kibumba, Kanyaruchinya et Nyiragongo (territoire de Nyiragongo), Rutshuru, (territoire de Rutshuru), Kirotshu (territoire de Masisi), ainsi que Beni, Oïcha et Mutwanga (territoire de Beni). En Ituri, l'étude a porté sur les territoires de Djugu et Irumu, avec des données collectées dans les zones de santé de Drodoro, Nizi et Tchomia pour Djugu, ainsi que Bunia, Gety et Komanda pour Irumu. Au Sud-Kivu, les activités de collecte ont été menées dans le territoire de Kalehe, principalement dans les zones de santé de Kalehe, et Minova. Enfin, dans la province du Tanganyika, l'étude a couvert les territoires de Kalemie et Moba, incluant les zones de santé de Kalemie, et Moba.

L'ensemble de ces zones présente des caractéristiques communes liées à la présence de populations retournées et à la persistance de facteurs de vulnérabilité, tout en reflétant une diversité de contextes en termes de sécurité, d'accès aux ressources et de conditions de réinstallation. La sélection des zones d'étude repose sur un échantillonnage raisonné visant à couvrir les principaux contextes dans lesquels les retours involontaires sont observés dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika ont été retenues en raison de leur forte concentration en populations retournées, de la persistance des dynamiques de déplacement et de retour, ainsi que de la diversité des contextes sécuritaires et socio-économiques. Au sein de ces provinces, les territoires et zones de santé ont été identifiés à partir des données de suivi des déplacements (notamment OIM et OCHA), complétées par les informations issues de la collecte terrain. La sélection a privilégié les zones caractérisées par des volumes significatifs de retournés, des dynamiques de retour récentes et des contextes marqués par des tensions foncières, une insécurité persistante ou des contraintes d'accès aux moyens de subsistance. Au niveau local, le village a constitué l'unité principale d'analyse. Le choix des sites de collecte s'est appuyé sur plusieurs critères complémentaires :

- ✧ Présence significative de populations retournées ;

- ✧ Diversité des profils socio-économiques (zones agricoles, d'élevage ou mixtes) ;
- ✧ Prise en compte intentionnelle des dynamiques communautaires, notamment dans les zones où les différenciations ethniques sont marquées, comme en Ituri ;
- ✧ Conditions d'accessibilité et de sécurité permettant la conduite de la collecte.

Cette approche a permis de couvrir une diversité de contextes, incluant des zones de retours massifs sous contrainte au Nord-Kivu, des zones marquées par des tensions intercommunautaires en Ituri, des environnements caractérisés par des vulnérabilités structurelles dans le Tanganyika, ainsi que des zones soumises à une forte pression sur les ressources et à des conditions de réinstallation précaires au Sud-Kivu, notamment dans le territoire de Kalehe.

0.2.2. Échantillonnage

Échantillonnage et répartition des participants

La taille de l'échantillon a été définie de manière à assurer une couverture suffisante des principaux contextes de retour étudiés tout en tenant compte des contraintes opérationnelles, sécuritaires et logistiques propres à chaque province. L'étude a adopté une approche mixte combinant méthodes quantitatives et qualitatives afin de permettre une analyse à la fois statistique et approfondie des dynamiques de retour, des conditions de réinstallation, des tensions sociales et des mécanismes locaux de résilience. Au total, la recherche a mobilisé 1 330 enquêtes ménages réalisées auprès des personnes retournées et des communautés hôtes, 442 groupes de discussion (FGD) ayant réuni 5 304 participants, dont 2 664 femmes et filles (50,2 %) et 2 640 hommes et garçons (49,8 %), ainsi que 87 entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (KII), dont 48 hommes et 39 femmes. Les participants provenaient des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika et représentaient différents profils d'acteurs, notamment les populations retournées, les communautés hôtes, les autorités administratives et coutumières, les leaders communautaires, les organisations de la

société civile ainsi que les acteurs humanitaires et institutionnels.

La répartition de l'échantillon a suivi une logique proportionnelle fondée sur l'importance des dynamiques de retour observées dans les différentes provinces, le volume estimé des populations concernées, la diversité des contextes de déplacement et de réinstallation ainsi que la nécessité de garantir une représentation minimale de chaque territoire étudié. Une attention particulière a été accordée au Nord-Kivu et à l'Ituri, qui concentrent une part importante des mouvements de retour et présentent des enjeux particulièrement marqués en matière de protection, de gouvernance foncière, de cohésion sociale et de consolidation de la paix. Les groupes de discussion ont été constitués de manière à assurer une représentation équilibrée des différents groupes sociaux concernés par les retours, notamment les hommes, les femmes, les jeunes, les personnes retournées et les membres des communautés hôtes. Afin de garantir une certaine homogénéité dans la collecte des données qualitatives, la taille des groupes a été harmonisée autour d'une moyenne de 12 participants par FGD. Toutefois, cette taille a varié selon les contextes de collecte et les contraintes rencontrées sur le terrain. Certains groupes comptaient 10 participants, tandis que d'autres ont réuni jusqu'à 14 participants, notamment dans les zones où le nombre d'interprètes disponibles était limité, où les contraintes sécuritaires réduisaient le temps consacré aux échanges ou encore lorsqu'il était nécessaire d'optimiser la participation communautaire dans des délais restreints. Cette flexibilité a permis de maintenir la qualité des discussions tout en assurant une couverture adéquate des différentes catégories de participants.

Les entretiens avec les informateurs clés ont ciblé des acteurs disposant d'une connaissance approfondie des dynamiques locales, notamment des autorités administratives et coutumières, des responsables communautaires, des représentants des organisations de la société civile, des acteurs humanitaires ainsi que des services techniques sectoriels. Cette diversité de profils a permis de croiser les perspectives et de renforcer la triangulation des données recueillies.

La répartition finale de l'échantillon est présentée dans le tableau ci-dessous :

Province	Enquêtes ménages	%	FGD	Participants FGD	KII
Nord-Kivu	600	45,1 %	240	2 880	38
Ituri	420	31,6 %	168	1 200	27
Sud-Kivu	180	13,5 %	12	720	12
Tanganyika	130	9,8 %	22	504	10
Total	1 330	100 %	442	5 304	87

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon de l'étude par province et par méthode de collecte des données

0.2.3 Méthodes de collecte des données

La collecte des données de cette recherche a été faite au moyen de plusieurs outils complémentaires :

- **Enquêtes ménages** : Elles ont permis de collecter des données quantitatives sur les conditions de retour, l'accès aux services sociaux de base, les conditions de vie et les stratégies d'adaptation des ménages.
- **Groupes de discussion (FGD)** : les FGD ont permis d'explorer les perceptions des communautés, les dynamiques de cohabitation et les tensions liées aux retours.
- **Entretiens avec informateurs clés (KII)** : ces entretiens ont apporté un éclairage sur les dynamiques locales, les politiques de retour et les interventions en cours.
- **Observation directe** : dans certaines zones, l'observation a permis de compléter les données en documentant les conditions de vie et les interactions entre groupes.

Les équipes de collecte ont été formées sur les outils, ainsi que sur les principes éthiques, notamment la confidentialité et la gestion des informations sensibles.

0.2.4. Analyse des données

L'ensemble des données collectées a fait l'objet d'une analyse rigoureuse visant à croiser les sources et à restituer au plus près les réalités observées sur le terrain. Les données quantitatives ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel Excel, ce qui a permis d'identifier les tendances récurrentes à travers les différentes zones d'étude. L'analyse a combiné des approches descriptives et comparatives, en croisant les résultats entre provinces et territoires afin de mettre en évidence les convergences et les spécificités locales des dynamiques de retour. Les données qualitatives issues des discussions de groupe (FGD) et des entretiens avec les informateurs clés ont été analysées de manière thématique par le logiciel MaxQDA, puis mises en relation avec les résultats des enquêtes ménages afin de produire une lecture intégrée des réalités observées. Cette articulation entre données qualitatives et quantitatives a permis d'approfondir la compréhension des conditions de retour, de leurs impacts et des perceptions des populations concernées. L'ensemble des résultats a fait l'objet d'un processus systématique de triangulation entre les différentes sources (FGD, enquêtes ménages, entretiens et observations terrain), afin de renforcer la robustesse de l'analyse et de limiter les biais liés à chaque méthode de collecte.

L'analyse a également intégré des dimensions transversales essentielles pour comprendre les effets des retours au-delà des seuls aspects matériels. Une attention particulière a ainsi été accordée aux enjeux de genre, de protection et de cohésion sociale, afin de mieux saisir les impacts différenciés et les dynamiques relationnelles dans les zones de retour. L'approche genre a permis de mettre en évidence les impacts spécifiques des retours sur les femmes, les hommes et les jeunes. Les données montrent notamment que les femmes sont souvent confrontées à un accès limité à la terre et aux ressources productives, tout en assumant une charge accrue liée aux responsabilités domestiques et économiques. Les jeunes, quant à eux, font face à des difficultés d'insertion économique et à des risques accrus d'exposition à des formes d'exploitation ou de mobilisation dans des dynamiques de violence.

0.2.6. Limites

Comme toute recherche menée dans des contextes instables, cette étude présente un certain nombre de limites qui doivent être prises en compte dans l'interprétation des résultats. La principale contrainte concerne l'accès aux zones sous contrôle du M23, en particulier dans certaines parties du Nord-Kivu. Dans ces zones, les conditions sécuritaires et les restrictions d'accès n'ont pas permis de conduire des entretiens avec des informateurs clés (KII), limitant ainsi la diversité des sources d'information et la possibilité de trianguler certains éléments avec des acteurs institutionnels ou humanitaires présents localement. Cette contrainte a pu restreindre la profondeur de l'analyse sur certaines dynamiques spécifiques, notamment celles liées aux mécanismes de gouvernance locale, aux pratiques de gestion foncière ou aux perceptions des autorités de fait. Par ailleurs, l'accès à certaines localités est resté partiel ou dépendant des conditions sécuritaires, ce qui a pu influencer la couverture géographique de la collecte et introduire un biais de sélection en faveur des zones plus accessibles. Dans certains cas, les données reposent davantage sur les perceptions

0.2.5. Approches transversales

La dimension protection a été intégrée à travers l'analyse des risques et des violations rapportés par les participants, en particulier dans des contextes de retour caractérisés par une insécurité persistante. Les résultats mettent en évidence des risques liés aux violences, aux restrictions de mouvement, à l'accès limité aux services essentiels ainsi qu'à l'absence de mécanismes de protection adaptés dans certaines zones de retour. La cohésion sociale a été examinée à travers les relations entre populations retournées et communautés hôtes, en portant une attention particulière aux perceptions de compétition autour des ressources, notamment la terre. Les données montrent une coexistence souvent fragile, marquée par des tensions latentes mais aussi par l'existence de mécanismes locaux de médiation et de solidarité, dont la capacité reste toutefois limitée face à l'ampleur des pressions observées.

des populations que sur des observations directes ou des validations institutionnelles.

Des biais liés aux dynamiques sociales ont également été observés. Dans plusieurs contextes, les participants ont pu orienter leurs réponses vers des attentes d'assistance, ce qui peut influencer la manière dont certaines vulnérabilités sont exprimées. De même, les sensibilités autour de certains sujets, notamment les conflits fonciers ou les dynamiques intercommunautaires, ont parfois limité la profondeur des discussions. La disponibilité limitée de données secondaires désagrégées, notamment sur les retours involontaires, a restreint la possibilité de comparer systématiquement les résultats avec des données existantes à plus grande échelle. Malgré ces contraintes, plusieurs mesures ont été mises en place pour renforcer la fiabilité de l'analyse, notamment la triangulation systématique des sources (enquêtes ménages, FGD, entretiens, observations), le recours à des enquêteurs locaux et l'adaptation des outils de collecte au contexte. Ces précautions permettent de garantir que les résultats présentés offrent une lecture robuste et

pertinente des dynamiques de retour dans les zones étudiées.

pertinente des dynamiques de retour dans les zones étudiées.

Chapitre 1. CADRE D'ANALYSE DES RETOURS INVOLONTAIRES

Cette recherche est centrée sur les retours involontaires. Ces derniers doivent être bien compris dans des cadres précis sous plusieurs dimensions :

1. Retour sous pression humanitaire ou retour par épuisement des capacités de survie quand les ménages retournent parce que les conditions de déplacement deviennent intenables,
2. Retour sous contrainte sécuritaire indirecte quand les personnes ne sont pas expulsées directement, mais retournent parce que les sites d'accueil deviennent eux-mêmes insécurisés ;
3. Retour imposé ou quasi-imposé par décision d'autorité quand les autorités ordonnent ou encouragent fortement le départ ;
4. Retour sous contrainte sociale ou pression sociocommunautaire quand les ménages retournent à cause des tensions avec les communautés hôtes, le rejet social, la discrimination, le manque d'acceptation dans la zone d'accueil et la pression des familles d'accueil ou expulsions informelles ;
5. Retour économique par défaut ou retour de survie économique quand les ménages retournent parce qu'ils ne peuvent plus maintenir leurs moyens de subsistance en déplacement ;
6. Retour opportuniste en contexte d'accalmie fragile ou retour dicté par une fenêtre d'opportunité fragile sans garanties réelles ;
7. Retour pendulaire ou réversible quand le retour n'est pas durable et s'inscrit dans une logique de va-et-vient entre site, famille d'accueil et zone d'origine et/ou une réinstallation suivie d'un nouveau déplacement.

Cette recherche aborde, de surcroît, de questions de protection et de droits. Sachant que les principes directeurs des Nations Unies relatifs au

déplacement interne (1998) stipulent que tout retour doit être libre, volontaire, sûr et digne, le retour involontaire, sans conditions préalables, comporte des nombreux risques tels que :

- La perte de droits à la terre, car les retournés ne peuvent pas reconstituer leurs exploitations agricoles et moyens d'existence,
- Un accès insuffisant aux services essentiels (santé, éducation, eau, sécurité) : ces structures sont souvent détruites lors des affrontements, des pertes des matériaux et/ou des compétences sont souvent enregistrées en période de conflit ouvert,
- Une vulnérabilité accrue face à la violence, y compris extorsion, discrimination ou abus, en l'absence de protection adéquate².

1.1. Définitions étymologiques

Dans le cadre de cette étude, il est important de clarifier ce que l'on entend par "retour involontaire" des déplacés, car les réalités observées sur le terrain sont loin de correspondre aux standards internationaux qui définissent le retour comme volontaire, sûr et digne.

Trois types de retours ont été distingués à partir des données collectées :

- Le retour volontaire désigne, au sens étymologique, un revenir librement choisi, c'est-à-dire un retour effectué par décision propre, sans contrainte directe ou indirecte. Celui-ci correspond à une situation où les ménages décident de rentrer dans leur zone d'origine de leur propre initiative, après avoir estimé que les conditions étaient suffisamment favorables, notamment en termes de sécurité, d'accès aux services sociaux de base, et aux moyens de subsistance.
- Le retour involontaire des déplacés désigne littéralement un retour effectué en l'absence

² [Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays \(extrait du document E/CN.4/1998/53/Add.2, paru le 11 février 1998\) | HCR](#)

de choix réel, sous l'effet de pressions, de contraintes ou de conditions de vie devenues intenable, sans que la personne puisse exprimer une volonté libre et entière. Ces derniers regroupent les situations les plus fréquentes dans les zones étudiées. Il s'agit de retours qui ne sont pas imposés directement, mais qui résultent d'un ensemble de pressions : arrêt ou réduction de l'assistance, conditions de vie dégradées dans les sites, tensions avec les communautés hôtes, manque d'acceptation, ou encore impossibilité de continuer à subvenir à ses besoins. Dans ces cas, les ménages n'ont d'autre choix que de rentrer faute d'alternative réelle.

- Le retour forcé des déplacés renvoie à un retour imposé par une autorité, un acteur armé, une décision administrative, une expulsion ou toute autre contrainte directe ne laissant aucune possibilité réelle de choix. Dans ce rapport, le retour involontaire sera considéré comme une catégorie large alors que le retour forcé est considéré comme un sous ensemble. Les **retours forcés** renvoient à des situations où les ménages n'ont eu le choix que de partir. Cela inclut des cas d'expulsions par des propriétaires terriens, d'ultimatums ou de décisions imposées par des autorités ou des groupes armés, obligeant les populations à quitter les sites ou zones de déplacement dans des délais souvent très courts.
- Cette distinction est essentielle, car elle permet de mieux comprendre les conditions dans lesquelles les retours ont lieu et d'expliquer les effets observés par la suite. Dans la majorité des zones couvertes par l'étude, les retours relèvent principalement des formes involontaires et forcées.

1.2. Analyse des conditions initiales et compréhension des dynamiques des retours

Au-delà de la description des conditions initiales, cette recherche a voulu saisir les effets systémiques en analysant les conditions de réinstallation dans les zones de retour et les impacts associés :

Les retours involontaires des personnes déplacées ont pris racine dans des départs précipités causés par une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels. Les données montrent que les retours observés ne sont ni ponctuels ni linéaires, mais s'inscrivent dans des cycles répétés, particulièrement visibles au Nord-Kivu, en Ituri et dans les hauts plateaux du Sud-Kivu. Dans ces contextes, les ménages quittent les sites ou zones de déplacement sous pression — réduction de l'assistance, contraintes sécuritaires ou décisions locales — pour retourner dans des zones où les conditions restent largement précaires. Le retour, lorsqu'il est involontaire, est intervenu généralement sans que les conditions minimales de sécurité et de dignité soient réunies dans les zones d'origine. Au niveau des ménages, l'analyse s'est concentrée sur les conditions de vie après le retour : sécurité, accès au logement, aux services de base (eau, santé, éducation), ainsi qu'aux moyens de subsistance. L'objectif était de voir si le retour permet réellement une amélioration de la situation ou, au contraire, une dégradation. À leur arrivée, les retournés se retrouvent confrontés à des défis immédiats : habitations détruites ou occupées, accès limité à la terre et aux moyens de subsistance, ainsi qu'une couverture insuffisante des services de base. À Masisi, Rutshuru ou Djugu, ces difficultés sont aggravées par les tensions foncières, tandis que dans les hauts plateaux du Sud-Kivu, elles s'inscrivent dans des dynamiques intercommunautaires plus larges.

Les retours involontaires ont eu des effets multiples, tant pour les ménages que pour les dynamiques locales. Au niveau communautaire, l'attention a été portée sur les relations entre les populations retournées et les communautés hôtes. Cela inclut les tensions autour de la terre, de l'accès aux ressources, mais aussi les formes de solidarité ou de cohabitation qui peuvent exister. Ces conditions ont entraîné une dégradation rapide des conditions de vie et accentuent les vulnérabilités économiques et sociales. Dans plusieurs zones, notamment en Ituri et au Nord-Kivu, elles ont alimenté des tensions avec les communautés hôtes, en particulier autour de l'accès à la terre et aux ressources. Dans certains cas, ces tensions ont évolué vers des conflits ouverts.

A l'échelle individuelle, ils ont accentué la vulnérabilité, exposent à des cycles de déplacement répétés et ont compromis les moyens de subsistance. À l'échelle communautaire, ils ont ravivé ou intensifié les tensions, notamment autour des ressources limitées ou de la légitimité foncière. Toutefois, dans certains cas, ces retours ont participé aussi à la reconfiguration des équilibres locaux, créant autant des opportunités de recomposition sociale que des risques accrus de conflits si les mécanismes de gouvernance et de cohésion ne sont pas renforcés. Au niveau plus large, l'analyse s'est intéressée aux effets des retours sur les dynamiques de conflit. Cela concerne notamment les conflits fonciers, les rapports de pouvoir au niveau local et les interactions avec les acteurs armés ou les autorités. Cette dynamique explique le caractère souvent non durable des retours : de nombreux ménages rapportent avoir été contraints de se déplacer à nouveau après leur retour, faute de conditions suffisantes pour se réinstaller durablement.

1.3. Prise en compte de l'approche Nexus

L'analyse met en évidence que les dynamiques de retour doivent être comprises à l'intersection des enjeux humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Sur le plan humanitaire, les retours exposent les populations à des risques accrus en matière de protection, notamment dans des zones où l'insécurité persiste et où l'accès aux services essentiels reste limité. Sur le plan du développement, ils révèlent les difficultés structurelles des ménages à reconstruire leurs moyens de subsistance, en particulier dans des contextes où l'accès à la terre est restreint ou contesté. Enfin, du point de vue de la cohésion sociale, les retours influencent directement les relations entre groupes et contribuent à reconfigurer les tensions locales.

Ces dimensions sont étroitement imbriquées dans les zones étudiées. Lorsque les interventions n'intègrent pas simultanément ces trois niveaux, comme observé dans plusieurs territoires des provinces couvertes par l'étude, elles peinent à répondre aux enjeux réels des retours et risquent de renforcer les fragilités existantes.

A l'échelle individuelle, ils ont accentué la vulnérabilité, exposent à des cycles de déplacement répétés et ont compromis les moyens de subsistance. À l'échelle communautaire, ils ont ravivé ou intensifié les tensions, notamment autour des ressources limitées ou de la légitimité foncière. Toutefois, dans certains cas, ces retours ont participé aussi à la reconfiguration des équilibres locaux, créant autant des opportunités de recomposition sociale que des risques accrus de conflits si les mécanismes de gouvernance et de cohésion ne sont pas renforcés. Au niveau plus large, l'analyse s'est intéressée aux effets des retours sur les dynamiques de conflit. Cela concerne notamment les conflits fonciers, les rapports de pouvoir au niveau local et les interactions avec les acteurs armés ou les autorités. Cette dynamique explique le caractère souvent non durable des retours : de nombreux ménages rapportent avoir été contraints de se déplacer à nouveau après leur retour, faute de conditions suffisantes pour se réinstaller durablement.

1.3. Prise en compte de l'approche Nexus

L'analyse met en évidence que les dynamiques de retour doivent être comprises à l'intersection des enjeux humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Sur le plan humanitaire, les retours exposent les populations à des risques accrus en matière de protection, notamment dans des zones où l'insécurité persiste et où l'accès aux services essentiels reste limité. Sur le plan du développement, ils révèlent les difficultés structurelles des ménages à reconstruire leurs moyens de subsistance, en particulier dans des contextes où l'accès à la terre est restreint ou contesté. Enfin, du point de vue de la cohésion sociale, les retours influencent directement les relations entre groupes et contribuent à reconfigurer les tensions locales.

Ces dimensions sont étroitement imbriquées dans les zones étudiées. Lorsque les interventions n'intègrent pas simultanément ces trois niveaux, comme observé dans plusieurs territoires des provinces couvertes par l'étude, elles peinent à répondre aux enjeux réels des retours et risquent de renforcer les fragilités existantes.

Chapitre 2. CONDITIONS DE RETOUR, UNE EXPOSITION STRUCTURELLE A LA VULNERABILITE

2.1. Circonstances des retours

Les données collectées dans l'ensemble des zones étudiées montrent que les retours involontaires ne constituent pas une transition vers la stabilisation, mais plutôt une réintégration dans des environnements déjà fragilisés. Loin de marquer une amélioration des conditions de vie, le retour expose les ménages à une accumulation de vulnérabilités économiques, sociales et sécuritaires. Dans la majorité des cas, les ménages retournent dans des zones où les conditions minimales de réinstallation ne sont pas réunies : accès limité à la terre, destruction ou occupation des habitations, services de base insuffisants et insécurité persistante. Ces facteurs, combinés, créent des situations où le retour devient une phase supplémentaire du cycle de précarité plutôt qu'une solution durable. Si ces dynamiques se retrouvent dans l'ensemble des provinces, leur intensité et leurs manifestations varient selon les contextes locaux. L'analyse met en évidence des vulnérabilités différenciées selon les zones, mais aussi des constantes structurantes, notamment la pression sur les ressources, la fragilité des moyens de subsistance et la dégradation de la cohésion sociale. L'analyse des motivations de retour met en évidence que les décisions de retour s'inscrivent majoritairement dans des logiques de contrainte, étroitement liées à la dégradation des conditions de vie en situation de déplacement, plutôt que dans des choix véritablement volontaires.

La dégradation des conditions de vie apparaît comme le facteur déterminant, mentionné dans environ 82% des réponses. Cette détérioration est principalement associée au manque ou à l'arrêt de l'assistance, combiné à l'absence de revenus, aux difficultés d'accès à la nourriture, au logement, aux soins de santé et aux services essentiels. Ces éléments traduisent moins une dynamique de retour choisie qu'un épuisement progressif des capacités de survie en déplacement, mettant en évidence le rôle critique des dispositifs d'assistance dans les trajectoires de mobilité. L'insécurité dans les zones de déplacement constitue également un

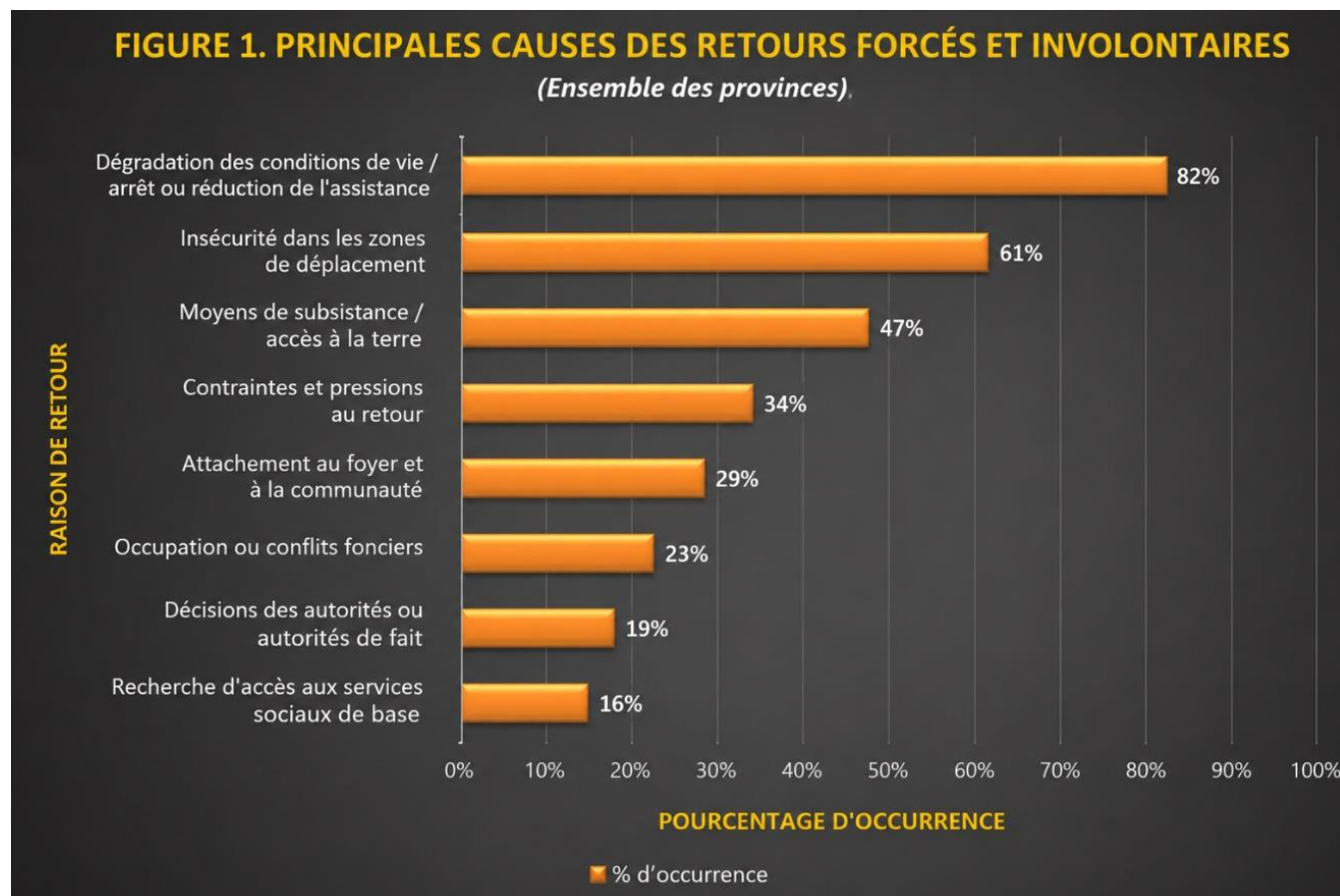
facteur structurant, cité dans 61% des cas, notamment en lien avec la présence de groupes armés, les violences et un climat de peur persistant. Toutefois, ces résultats montrent que l'insécurité, bien qu'importante, agit souvent en combinaison avec des contraintes économiques et humanitaires. Par ailleurs, 34% des répondants évoquent des formes explicites de contrainte directe ou indirecte, incluant des pressions pour quitter les zones de déplacement, des injonctions d'acteurs locaux ou des conditions rendant le maintien sur place intenable. Ces éléments renforcent l'idée que les retours observés ne répondent pas aux standards de volontariat, de sécurité et de dignité.

Les enjeux liés aux moyens de subsistance apparaissent également centraux (47%), notamment à travers l'accès à la terre, la reprise des activités agricoles et la recherche d'une autonomie économique minimale. À l'inverse, les motivations liées à l'attachement à la communauté d'origine ou au sentiment d'appartenance restent secondaires (29%) et s'inscrivent le plus souvent dans des contextes déjà contraints. Dans l'ensemble, ces résultats montrent que les retours observés relèvent principalement de dynamiques de retour par défaut, déclenchées par la dégradation des conditions de vie en déplacement — en particulier la réduction ou l'absence d'assistance — plutôt que par une amélioration des conditions dans les zones d'origine. Dans cette perspective, le retour ne constitue pas une sortie de la vulnérabilité, mais plutôt une reconfiguration de celle-ci dans des environnements souvent tout aussi fragiles, caractérisés par un accès limité aux ressources, aux services et à la sécurité.

Les données recueillies montrent que les retours involontaires résultent rarement d'un facteur unique. Ils sont généralement le produit de plusieurs contraintes qui se renforcent mutuellement, notamment la dégradation des conditions de vie en déplacement, l'insécurité, les difficultés d'accès aux moyens de subsistance et différentes formes de pression au retour. Toutefois,

l'importance relative de ces facteurs varie sensiblement d'une province à l'autre, reflétant la diversité des contextes sécuritaires, fonciers et socio-économiques observés dans les zones

étudiées. Les figures suivantes présentent d'abord les tendances générales observées dans l'ensemble de l'échantillon, puis les spécificités provinciales.



Si les retours involontaires présentent des caractéristiques communes dans l'ensemble des zones étudiées, les facteurs qui les déclenchent varient sensiblement selon les contextes provinciaux. Les données montrent que les ménages retournent rarement en raison d'une amélioration durable de leur situation. L'analyse des données met en évidence que les retours involontaires observés dans les provinces étudiées ne répondent pas à une logique uniforme. Si la dégradation des conditions de vie en déplacement, la réduction de l'assistance et les difficultés d'accès aux moyens de subsistance constituent des facteurs récurrents dans l'ensemble des contextes, leur poids relatif varie sensiblement selon les provinces. Ces variations reflètent les différences observées en matière de sécurité, de gouvernance locale, d'accès

à la terre, de relations communautaires et de disponibilité des services sociaux de base. Au-delà des facteurs immédiats, les résultats montrent que les ménages prennent rarement la décision de retourner à la suite d'une amélioration durable de leur situation. Les retours apparaissent davantage comme le résultat d'un rétrécissement progressif des options disponibles en déplacement. Dans plusieurs cas, les ménages ont dû arbitrer entre des conditions de vie devenues intenable dans les sites ou lieux de déplacement et des conditions de retour qui demeuraient pourtant précaires.

Les données révèlent également que les retours s'inscrivent dans des trajectoires distinctes selon les contextes provinciaux. Au Nord-Kivu, ils sont fortement influencés par les injonctions des

autorités de fait, les dynamiques de contrôle territorial et les pressions exercées sur les populations déplacées. En Ituri, ils restent étroitement liés à la recherche d'accès aux terres agricoles et aux accalmies sécuritaires temporaires observées dans certaines localités. Au Sud-Kivu, les contraintes économiques et la nécessité de retrouver des moyens de subsistance apparaissent

comme les principaux moteurs des retours. Dans le Tanganyika, la dégradation des conditions de vie, la réduction de l'assistance et les vulnérabilités structurelles constituent des facteurs déterminants. Les graphiques suivants permettent d'illustrer ces différences et de mettre en évidence les facteurs dominants qui influencent les décisions de retour dans chacune des provinces étudiées.

Nord-Kivu : des retours sous contrainte dans un contexte de recomposition du contrôle territorial dans des contextes hautement instables

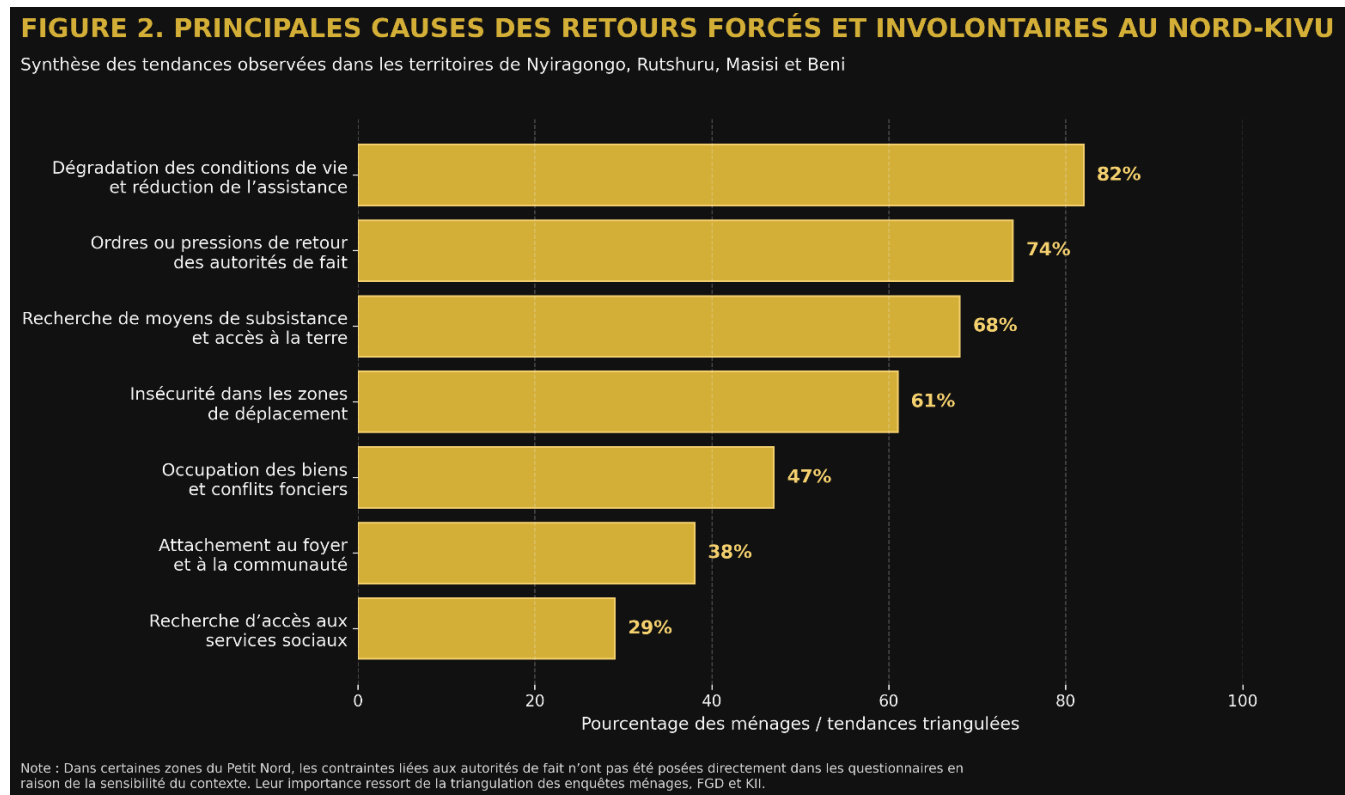
Au Nord-Kivu, les données convergent pour montrer que les dynamiques de retour s'inscrivent majoritairement dans des logiques contraintes, fortement influencées par des facteurs externes, notamment les décisions politico-sécuritaires, les recompositions du contrôle territorial et la fermeture progressive des sites de déplacés. Dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi, les retours observés ne relèvent que marginalement de choix volontaires, mais apparaissent plutôt comme des réponses à des pressions directes ou indirectes, notamment liées à la réduction de l'assistance et aux injonctions locales de quitter les sites. Les discussions de groupe menées à Nyiragongo mettent en évidence cette contrainte structurelle. Un participant souligne ainsi : « *On ne nous a pas laissé le choix, on devait partir du site. Mais chez nous, il n'y avait plus rien, aucune maison disponible, pas d'école, pas d'hôpitaux, etc.* » (FGD, hommes retournés, Nyiragongo, mars 2025). Cette citation illustre une tendance largement partagée dans les données : le retour intervient souvent en l'absence de conditions minimales de réinstallation, traduisant un décalage important entre les principes normatifs du retour et les réalités observées sur le terrain.

À leur arrivée, les ménages retournés font face à des environnements profondément dégradés. Les données issues des enquêtes par ménage et des FGD indiquent que les habitations sont fréquemment détruites ou occupées, que l'accès à la terre est incertain et que les services de base restent largement insuffisants. Dans les territoires de Rutshuru et Masisi, la question foncière apparaît comme un facteur structurant des vulnérabilités

post-retour. Plusieurs participants rapportent avoir perdu l'accès à leurs terres ou être confrontés à des occupations prolongées, comme l'exprime un participant à Masisi : « *Quand on est revenu, on a trouvé nos champs occupés. On ne savait pas où commencer ; nous sommes des travailleurs journaliers dans nos propres champs, et on nous paie 'des fois, quelquefois'^[4] on ne nous paie pas* » (FGD, Femmes retournées, Bweremana, mars 2025). Cette situation limite fortement les capacités de relance des moyens de subsistance et alimente des tensions latentes, voire ouvertes, avec les communautés présentes.

Dans le territoire de Beni, les dynamiques de retour sont davantage marquées par l'insécurité persistante liée aux activités des groupes armés, en particulier les ADF. Les entretiens avec informateurs clés et les discussions de groupe mettent en évidence un sentiment d'insécurité constant, même après le retour. Un informateur clé à Beni résume cette situation en ces termes : « *Même après le retour, on vit toujours avec la peur. À tout moment, on peut fuir encore* » (KII, chef d'un village, secteur Mbau, Beni, mars 2025). Ces éléments traduisent une forte incertitude quant à la durabilité des retours dans ces zones, où les ménages restent exposés à des risques permanents de redéplacement. Dans l'ensemble, les données montrent que les retours au Nord-Kivu s'effectuent dans des contextes non stabilisés, caractérisés par une combinaison de contraintes sécuritaires, économiques et foncières. Loin de constituer une étape vers la stabilisation, ces retours s'inscrivent dans des trajectoires marquées par la précarité et

l'incertitude, contribuant à maintenir les ménages dans des cycles répétés de vulnérabilité.



Ituri : des retours motivés par la recherche des moyens de subsistance dans un contexte d'accalmies fragiles et de tensions persistantes

Les dynamiques de retour observées en Ituri se distinguent par l'interaction entre des contraintes économiques croissantes et une amélioration sécuritaire souvent temporaire. Contrairement au Nord-Kivu, où les retours sont davantage influencés par des injonctions politiques ou des recompositions du contrôle territorial, les ménages de Djugu et d'Irumu évoquent principalement l'épuisement de leurs capacités de survie en déplacement comme principal facteur de retour. La faim, la réduction de l'assistance humanitaire, les difficultés d'accès aux terres agricoles, aux revenus et aux services sociaux apparaissent comme les moteurs les plus fréquemment cités. Dans ce contexte, le retour est souvent perçu comme la seule possibilité de retrouver des moyens de subsistance, notamment à travers l'agriculture. Comme l'explique un participant : « Nous sommes revenus

parce que nous ne pouvions plus vivre sans cultiver. Là-bas, nous dépendions de l'aide, ici au moins nous pouvons essayer de travailler nos champs. » (FGD Hommes retournés, Tchomia, Territoire de Djugu, mars 2026).

Toutefois, ces retours interviennent rarement dans des conditions pleinement stabilisées. Les données montrent qu'ils sont souvent déclenchés par des périodes d'accalmie relative plutôt que par une amélioration durable de la sécurité. Plusieurs ménages indiquent être revenus malgré la persistance de groupes armés, de tensions communautaires et de risques de violence. Comme le résume un participant à Djugu : « Quand la situation se calme un peu, on décide de rentrer. Mais on sait que ça peut reprendre à tout moment. » (FGD Hommes retournés, Djugu, mars 2026). Cette situation contribue à rendre les retours

particulièrement fragiles et réversibles. À leur arrivée, les ménages retrouvent souvent des environnements profondément transformés par les déplacements prolongés, où les tensions liées à l'accès à la terre demeurent importantes. Dans plusieurs localités de Djugu et d'Irumu, les participants rapportent des difficultés à récupérer leurs terres, des contestations foncières ou des relations communautaires fragilisées par les violences passées. Comme le souligne un participant : « *Nous sommes revenus pour récupérer nos terres, mais aujourd'hui nous devons encore nous battre pour pouvoir les exploiter.* » (FGD Hommes retournés, Irumu, mars 2026).

Les entretiens avec les informateurs clés confirment également que les mécanismes locaux de gestion des conflits restent limités face à l'ampleur des tensions foncières et intercommunautaires. Dans plusieurs zones, les retours contribuent à réactiver des lignes de fracture préexistantes, alimentant la méfiance entre

groupes et compliquant les perspectives de réintégration durable. Comme l'exprime une participante : « *Nous sommes revenus parce que la situation semblait calme, mais nous avons toujours peur. Les problèmes qui nous avaient fait partir ne sont pas complètement terminés.* » (FGD Femmes retournées, Komanda, Territoire d'Irumu, mars 2026). Les données mettent ainsi en évidence un paradoxe central des retours en Ituri : alors que l'accès à la terre et aux moyens de subsistance constitue la principale motivation du retour, ces mêmes ressources demeurent au cœur des tensions qui fragilisent la réinstallation. Les retours apparaissent dès lors moins comme une trajectoire vers la stabilisation que comme une stratégie d'adaptation face à des conditions de déplacement devenues intenable. Ils s'inscrivent dans des environnements où les facteurs de conflit restent actifs et où les ménages demeurent exposés à de nouveaux cycles de déplacement, limitant fortement les perspectives de solutions durables.

FIGURE 3. PRINCIPALES CAUSES DES RETOURS FORCÉS ET INVOLONTAIRES EN ITURI

Synthèse analytique des tendances observées dans les territoires de Djugu et d'Irumu

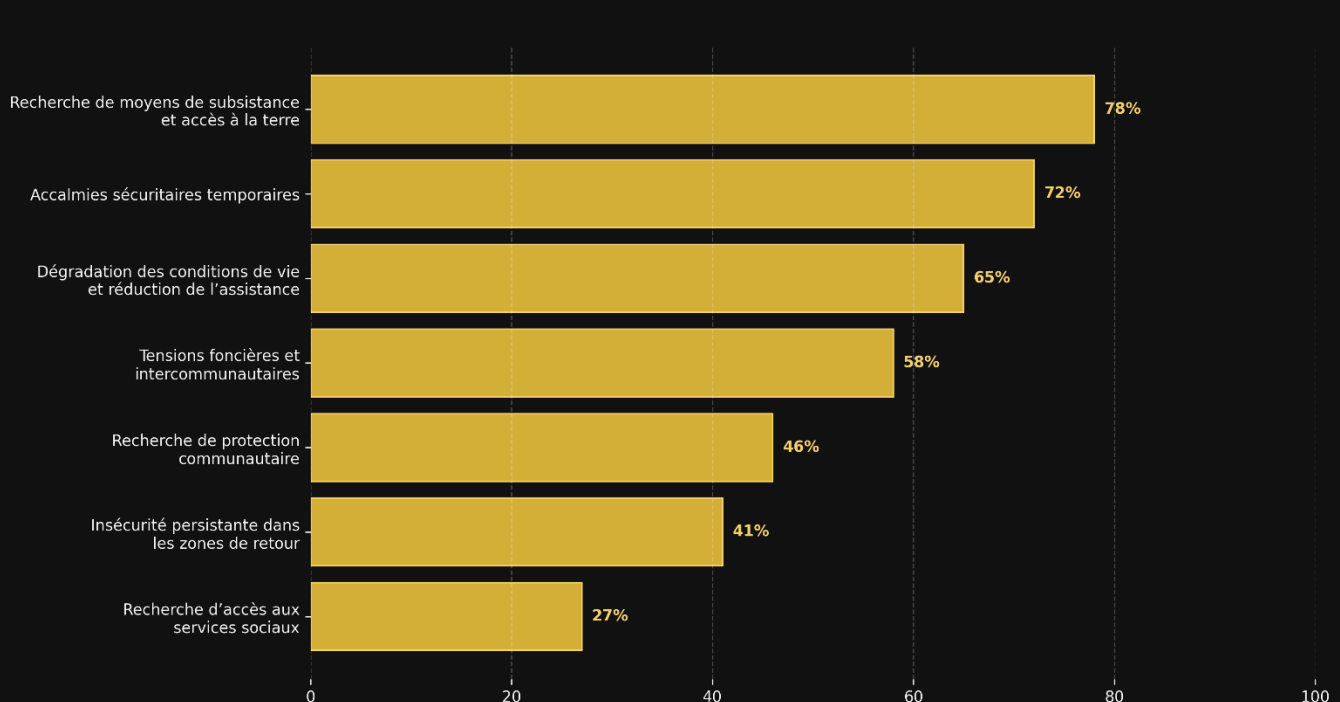


Illustration analytique fondée sur la triangulation des enquêtes ménages, groupes de discussion et entretiens avec les informateurs clés. Les retours en Ituri apparaissent fortement liés à l'accès à la terre, aux moyens de subsistance et aux accalmies sécuritaires souvent temporaires.

Sud-Kivu : des retours sous contrainte dans des contextes de pression foncière et de précarité économique (Kalehe)

Au Sud-Kivu, dans le territoire de Kalehe, les retours observés s'inscrivent dans des dynamiques largement contraintes, moins liées à des chocs sécuritaires immédiats qu'à une dégradation progressive des conditions de vie en déplacement. Les données montrent que les ménages retournent principalement en raison de la réduction de l'assistance, de la difficulté à maintenir des moyens de subsistance hors de leur zone d'origine, ou de l'impossibilité de prolonger leur séjour en situation de déplacement. Dans les discussions de groupe, cette absence d'alternative ressort de manière récurrente : « *Là-bas, on ne pouvait plus rester. L'aide avait diminué, et on ne pouvait plus se débrouiller. On est revenus parce qu'on n'avait plus le choix* » (FGD, jeunes filles, Kalehe, mars 2026). Le retour s'effectue ainsi dans des contextes où les conditions de réinstallation restent limitées, en particulier en matière d'accès à la terre.

Contrairement à des situations d'occupation directe observées ailleurs, les données à Kalehe mettent davantage en évidence une pression liée à la fragmentation et à l'insuffisance des terres disponibles. Cette contrainte structurelle limite fortement les capacités de relance des activités agricoles :

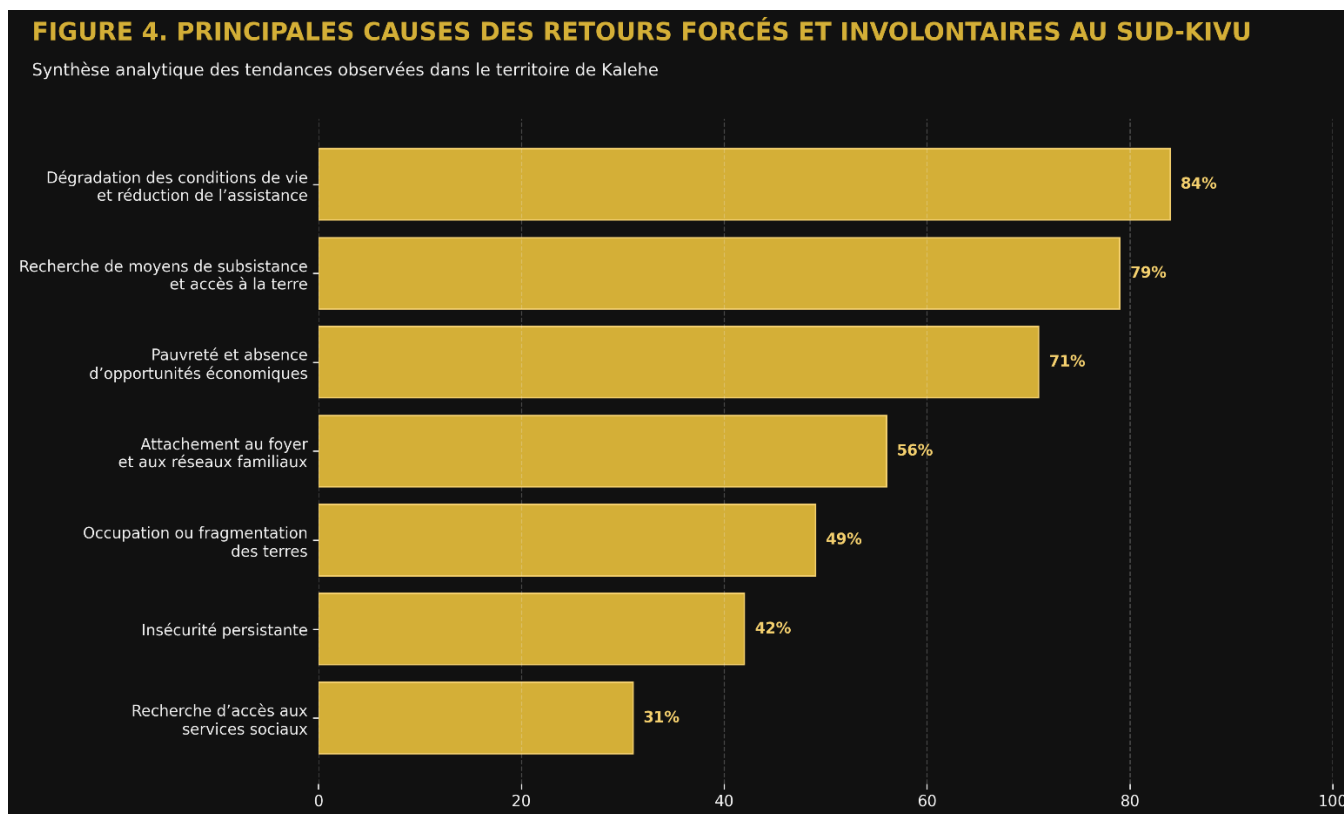
« *Même quand on a une terre, elle est trop petite pour vivre* » (FGD, Hommes, Kalehe, mars 2026). Cette insuffisance foncière se traduit par une dépendance accrue à des stratégies de survie précaires, notamment le travail journalier, le petit commerce ou des arrangements informels d'accès à la terre, souvent peu sécurisés. Elle contribue également à renforcer les tensions locales autour des ressources, dans un contexte où les capacités d'absorption restent limitées.

Par ailleurs, les données montrent que les trajectoires de retour restent instables. Certains ménages alternent entre retour et nouvelles mobilités, en fonction de l'évolution de leurs conditions de vie : « *On est revenus, mais ce n'est pas facile de rester. Si ça ne marche pas, on peut repartir* » FGD, Hommes, Kalehe, mars 2026).

Dans l'ensemble, les retours à Kalehe s'inscrivent dans des environnements caractérisés par une pression structurelle sur les ressources, une fragilité des moyens de subsistance et des capacités limitées de stabilisation. Le retour ne constitue pas une rupture avec la vulnérabilité, mais une reconfiguration de celle-ci dans un contexte contraint.

	Principales raisons de retour au Sud-Kivu	Analyse
1	Dégradation des conditions de vie en déplacement	Principal moteur des retours. L'épuisement des ressources et la réduction de l'assistance rendent le maintien en déplacement difficile.
2	Recherche de moyens de subsistance et accès à la terre	Les ménages retournent principalement pour retrouver des activités agricoles et économiques.
3	Pauvreté et absence d'opportunités économiques	Le déplacement prolongé réduit progressivement les capacités de survie des ménages.
4	Attachement au foyer et aux réseaux familiaux	Les solidarités familiales constituent un facteur important de retour et de réinstallation.
5	Occupation ou fragmentation des terres	Plusieurs ménages rencontrent des difficultés à récupérer ou exploiter leurs terres après le retour.

6	Insécurité persistante	Facteur présent mais généralement secondaire par rapport aux contraintes économiques.
7	Difficultés d'accès aux services sociaux	Les limites d'accès aux soins, à l'éducation et au logement contribuent aux décisions de retour.



Tanganyika : des retours contraints par l'épuisement des alternatives dans un contexte de vulnérabilité structurelle

Les dynamiques de retour observées dans les territoires de Kalemie et de Moba se distinguent des autres provinces étudiées par le poids déterminant des contraintes structurelles dans les trajectoires des ménages. Alors qu'au Nord-Kivu et en Ituri les retours restent fortement influencés par les dynamiques de conflit et d'insécurité, dans le Tanganyika ils apparaissent davantage comme la conséquence de conditions de vie devenues insoutenables dans les lieux de déplacement. Les ménages retournent moins parce que les conditions de retour se sont améliorées que parce qu'ils ne disposent plus d'alternatives viables ailleurs. Les discussions de groupe révèlent que la réduction de l'assistance, la hausse du coût de la vie,

l'insuffisance des opportunités économiques et les difficultés d'accès à la nourriture constituent les principaux facteurs ayant conduit au retour. Comme l'explique une participante à Kalemie : « *Nous sommes revenus parce que nous ne pouvions plus survivre là où nous étions déplacés. Ici ce n'est pas facile non plus, mais au moins nous essayons de nous débrouiller.* » (FGD Femmes retournées, Kalemie, février 2026).

Cette logique de retour par défaut est récurrente dans l'ensemble des données. Plusieurs participants décrivent le retour non comme une décision volontaire, mais comme le résultat de l'épuisement progressif des mécanismes de survie mobilisés

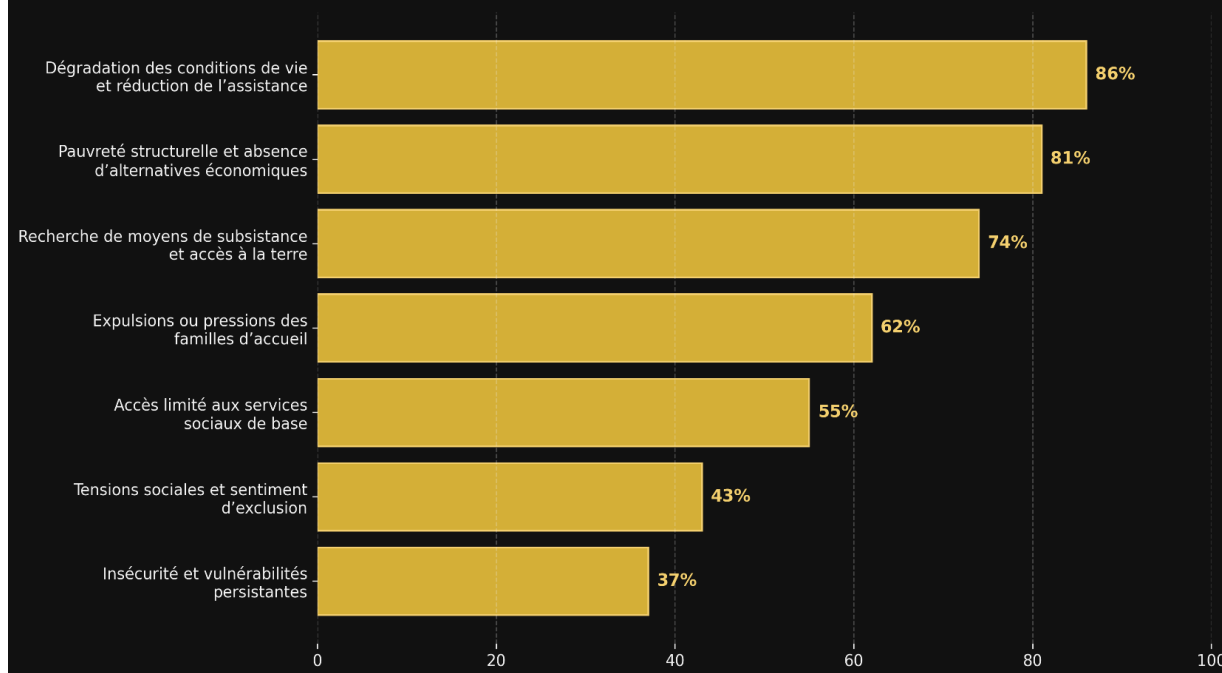
pendant le déplacement. Un participant à Moba résume cette situation : « *Nous ne sommes pas revenus parce que tout allait mieux. Nous sommes revenus parce que nous n'avions plus où aller.* » (FGD Hommes retournés, Moba, février 2026). Les données montrent également que les contraintes ayant conduit au retour se prolongent souvent après la réinstallation. Les ménages retrouvent des environnements marqués par la faiblesse des infrastructures, l'insuffisance des services sociaux de base et des opportunités économiques limitées. Dans plusieurs localités de Kalemie et de Moba, les participants soulignent les difficultés persistantes d'accès à l'eau, aux soins de santé, à l'éducation et aux terres productives. Cette continuité des vulnérabilités contribue à limiter les perspectives de reconstruction économique et à maintenir les ménages dans une situation de précarité prolongée.

Contrairement à l'Ituri, où les retours sont principalement associés à des contraintes structurelles liées à la survie, les ménages du Tanganyika rapportent plus fréquemment des formes de pression directe ayant accéléré leur départ des lieux de déplacement. Les expulsions des familles d'accueil, la réduction de l'assistance humanitaire et certaines tensions avec les communautés hôtes apparaissent comme des facteurs récurrents. Comme l'explique une participante : « *La famille qui nous hébergeait nous a*

dit qu'elle ne pouvait plus continuer à nous prendre en charge. Nous avons été obligés de rentrer. » (FGD Femmes retournées, Kalemie, février 2026). Les entretiens réalisés auprès des acteurs locaux montrent également que les relations sociales demeurent influencées par des inégalités historiques d'accès aux ressources et par les tensions persistantes entre certaines communautés, notamment entre groupes Twa et Bantous. Sans nécessairement se traduire par des violences ouvertes, ces rapports de pouvoir influencent les conditions d'accès à la terre, aux services et aux opportunités économiques. Un participant à Moba souligne ainsi : « *Même après le retour, certaines familles continuent à se sentir exclues et n'ont pas les mêmes possibilités que les autres.* » (FGD Hommes retournés, Moba, février 2026). Cette situation met en évidence une différence importante avec les autres provinces étudiées. Dans le Tanganyika, la vulnérabilité post-retour résulte moins d'une instabilité sécuritaire immédiate que de l'accumulation de déficits structurels qui limitent durablement les capacités de résilience des ménages. Le retour constitue ainsi davantage une transition vers une stabilité précaire qu'une véritable solution durable. Les ménages quittent le déplacement sans pour autant sortir de la vulnérabilité, ce qui contribue à maintenir des risques élevés de marginalisation, d'exclusion et de dépendance économique.

FIGURE 5. PRINCIPALES CAUSES DES RETOURS FORCÉS ET INVOLONTAIRES AU TANGANYIKA

Synthèse analytique des tendances observées dans les territoires de Kalemie et Moba



2.2. Défis rencontrés lors du processus de retour et situation sécuritaire dans les zones de retour

Les données issues des enquêtes ménages, des groupes de discussion (FGD) et des entretiens avec informateurs clés (KII) montrent que les retours s'effectuent dans des environnements où la sécurité demeure un facteur déterminant de vulnérabilité. Toutefois, les formes d'insécurité observées varient sensiblement selon les provinces, révélant des configurations distinctes de risque et de précarité :

Au Nord-Kivu, les retours se déroulent dans un contexte marqué par la persistance des affrontements armés, la volatilité du contrôle territorial et l'insécurité sur les axes de déplacement. Les ménages rapportent des tracasseries aux barrières, des extorsions, des coûts de transport élevé ainsi que des risques d'embuscades et d'attaques armées. Dans plusieurs localités de Nyiragongo, Rutshuru, Masisi et Beni, les participants décrivent des retours effectués sans garanties de sécurité dans des zones où les combats, les incursions armées et les exactions demeurent fréquents. Comme l'explique un participant à Kibirizi : « Nous sommes revenus, mais les coups de feu continuent. La guerre n'est pas finie » (FGD

Hommes retournés, Kibirizi, Rutshuru, mars 2026). À Beni, la menace persistante des ADF entretient un climat de peur permanent, limitant les activités agricoles et les mouvements des populations.

En Ituri, les défis du retour sont étroitement liés aux violences intercommunautaires, aux pratiques de prédation sur les axes de déplacement et à l'instabilité persistante dans les zones de retour. Les ménages évoquent des extorsions aux barrières, des violences physiques, des enlèvements, ainsi que de longues distances parcourues à pied dans des conditions extrêmement précaires. Les retours sont souvent déclenchés par des périodes d'accalmie temporaire plutôt que par une amélioration durable de la situation sécuritaire. Comme le souligne un participant à Djugu : « Nous sommes revenus parce que la situation semblait plus calme, mais les groupes armés sont toujours présents » (FGD Hommes retournés, Djugu, mars 2026). À Irumu, plusieurs participants mettent également en évidence une méfiance persistante entre communautés, qui continue d'alimenter un

sentiment d'insécurité malgré la diminution des violences ouvertes.

Dans le Tanganyika, les retours sont moins affectés par des violences armées continues que par des vulnérabilités structurelles persistantes. Les ménages décrivent des déplacements éprouvants, souvent réalisés à pied, dans un contexte marqué par le manque d'assistance, l'insuffisance des services sociaux de base et de fortes contraintes économiques. Plusieurs participants rapportent également des cas de violences, de pillages ou de pressions exercées dans les lieux de déplacement. À cela s'ajoutent des tensions sociales persistantes, notamment entre certaines communautés Twa et Bantoues, qui influencent les conditions de réinstallation. Comme l'explique un participant à Moba : « Nous sommes revenus, mais certaines familles continuent de se sentir exclues et n'ont pas les mêmes possibilités que les autres » (FGD Hommes retournés, Moba, mars 2026). L'insécurité prend ainsi davantage la forme d'une fragilité sociale et économique durable que d'une menace armée permanente.

Au Sud-Kivu, les ménages rapportent des risques importants tout au long du processus de retour,

notamment lors des déplacements lacustres et routiers. Les participants évoquent des naufrages, des noyades, des violences sexuelles, des enlèvements et des attaques sur les axes de retour. Cependant, les difficultés ne s'arrêtent pas à l'arrivée. Dans les zones de retour, notamment à Kalehe, les tensions liées à l'accès à la terre, aux ressources naturelles et à la cohabitation entre groupes demeurent importantes. Comme le résume un participant : « Il n'y a pas de combats ici, mais les conflits entre les personnes restent nombreux » (FGD Hommes retournés, Kalehe, mars 2026). Cette insécurité diffuse, combinée à la faiblesse des mécanismes de gestion des conflits, limite les perspectives de réinstallation durable et entretient un climat d'incertitude pour de nombreux ménages.

Dans l'ensemble, les données montrent que les retours s'effectuent rarement dans des conditions pleinement sûres et favorables. Qu'elle soit liée à la présence de groupes armés, aux tensions intercommunautaires, à l'exclusion sociale ou à la précarité économique, l'insécurité continue de façonner les trajectoires de retour et de limiter les perspectives de stabilisation durable des populations concernées.

2.3. Accès à la terre, au logement et aux biens : un obstacle majeur à la réinstallation

L'accès au logement, à la terre et aux biens constitue l'un des principaux défis rencontrés par les ménages retournés dans l'ensemble des provinces étudiées. Les données montrent que les déplacements prolongés ont profondément affecté les droits d'usage, les systèmes de propriété et les capacités des ménages à réintégrer leurs espaces d'origine dans des conditions satisfaisantes. Dans plusieurs localités du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud-Kivu, les ménages retournés rapportent avoir retrouvé leurs habitations détruites, dégradées ou occupées pendant leur absence. La récupération des terres agricoles constitue également une difficulté récurrente, notamment dans les contextes où les déplacements ont été prolongés ou répétés.

Les contestations foncières apparaissent particulièrement fréquentes dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Djugu, Irumu et Kalehe, où les

retours réactivent parfois des tensions anciennes autour de l'accès et du contrôle des ressources foncières. Comme l'explique un participant à Djugu : « *Quand nous sommes revenus, nos champs étaient déjà exploités par d'autres personnes. Il a fallu négocier pour récupérer une partie de nos terres.* » (FGD Hommes retournés, Djugu, mars 2026). Au Tanganyika, les difficultés foncières s'inscrivent davantage dans des contextes d'inégalités structurelles d'accès aux ressources, où certaines catégories de population disposent d'un accès plus limité à la terre et aux espaces productifs. Les ménages retournés évoquent également l'absence de mécanismes efficaces pour résoudre les différends liés à la propriété ou à l'occupation des terres. Ces contraintes foncières et patrimoniales dépassent la seule question de l'habitat. Elles influencent directement les perspectives de réintégration, la cohésion sociale et la capacité des

ménages à reconstruire durablement leurs moyens d'existence. Dans plusieurs zones, les tensions autour de la terre demeurent ainsi un facteur

2.4. Accès aux services de base

L'accès aux services sociaux de base constitue une contrainte majeure dans l'ensemble des zones de retour étudiées. Les données montrent que les retours s'effectuent dans des contextes où les services essentiels — santé, éducation, eau et assainissement — sont soit insuffisants, soit difficilement accessibles. Cette situation affecte directement les conditions de vie des ménages retournés et limite leur capacité à se stabiliser durablement.

Au Nord-Kivu, les déficits en services sociaux de base sont particulièrement marqués dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Beni, où les infrastructures ont été largement affectées par les conflits. À Rutshuru et Masisi, plusieurs structures de santé et écoles ont été détruites ou restent non fonctionnelles. Les participants rapportent également des difficultés d'accès liées à l'insécurité et aux distances : « *Le centre de santé est loin et parfois on ne peut pas y aller à cause des problèmes de sécurité* » (FGD, jeunes, Rutshuru, mars 2026). À Nyiragongo, bien que la proximité avec Goma offre théoriquement un meilleur accès aux services, la pression démographique liée aux retours massifs limite leur disponibilité effective : « *Il y a des centres, mais il y a trop de monde, on attend longtemps ou on repart sans être soigné* » (enquête ménage, Nyiragongo, mars 2026). Dans le territoire de Beni, l'insécurité persistante affecte directement le fonctionnement des services, notamment dans les zones rurales : « *Les écoles ferment quand il y a des attaques* » (FGD, femmes, Beni, mars 2026).

En **Ituri**, dans les territoires de Djugu et d'Irumu, l'accès aux services est fortement conditionné par les dynamiques sécuritaires et les déplacements répétés. Les données montrent que de nombreuses infrastructures ont été détruites ou abandonnées, notamment dans les zones les plus affectées par les violences. À Drodoro et Gety, les participants indiquent que les services disponibles sont insuffisants et souvent éloignés : « *Pour se faire soigner, il faut marcher longtemps, parfois plusieurs*

majeur de fragilité post-retour et de risque de nouveaux déplacements.

heures » (FGD, Djugu). Les enquêtes ménages confirment également une interruption fréquente de la scolarisation des enfants après le retour, liée à l'absence d'écoles fonctionnelles ou au manque de moyens financiers. Dans certains cas, les services existants sont perçus comme inaccessibles en raison de leur coût ou de leur saturation.

Dans le **Tanganyika**, les contraintes d'accès aux services sociaux de base s'inscrivent davantage dans des dynamiques structurelles de sous-équipement et de marginalisation. Dans les territoires de Kalemie et de Moba, les données montrent que les infrastructures sont limitées et inégalement réparties. À Kiambi et Moba, plusieurs participants rapportent un accès très restreint aux services de santé et à l'eau potable : « *L'eau potable est difficile à trouver, on utilise souvent l'eau du lac ou des sources non protégées* » (FGD, Jeunes, Moba, Mars 2026). Les services éducatifs sont également affectés par le manque d'infrastructures et de personnel, ce qui limite la scolarisation des enfants retournés. Dans ces contextes, les retours s'effectuent dans des environnements où les services de base étaient déjà insuffisants avant les déplacements, et où les capacités d'accueil restent faibles.

Au Sud-Kivu, dans le territoire de Kalehe les données montrent que l'accès aux services sociaux de base est marqué par des contraintes à la fois structurelles et liées à la pression démographique. Les participants rapportent des difficultés d'accès aux soins de santé, en raison du coût des services et de l'éloignement des structures : « *Même si le centre de santé existe, on n'a pas toujours les moyens de payer* » (FGD, Kalehe). L'accès à l'eau potable reste également limité dans certaines localités, obligeant les ménages à recourir à des sources non protégées. Par ailleurs, les données indiquent que la scolarisation des enfants est souvent interrompue après le retour, en raison des coûts scolaires et des priorités économiques des ménages. Comme le souligne un participant : « *Les enfants restent à la*

maison parce qu'on ne peut pas payer l'école » (enquête ménage, Kalehe, mars 2026).

Les données montrent que l'accès aux services sociaux de base joue un rôle central dans la vulnérabilité post-retour. Les insuffisances observées ne relèvent pas uniquement des effets des conflits, mais s'inscrivent aussi dans des déficits

structurels préexistants dans plusieurs zones. L'arrivée de populations retournées, souvent sans accompagnement adéquat, accentue la pression sur des services déjà fragiles, ce qui contribue à une dégradation progressive des conditions de vie. Cette situation réduit les possibilités de stabilisation et entretient des dynamiques de précarité dans les zones de retour.

2.5. Moyens de subsistance et sécurité alimentaire : une vulnérabilité commune à l'ensemble des provinces

Nord-Kivu

Au Nord-Kivu, les retours involontaires ont fortement affecté les moyens de subsistance des ménages. Les déplacements répétés, la perte des actifs productifs et l'insécurité persistante limitent les possibilités de reprise économique. Dans plusieurs localités de Nyiragongo, Rutshuru, Masisi et Beni, les ménages déclarent avoir perdu l'accès à leurs terres, à leurs activités commerciales ou à leurs outils de production. Beaucoup dépendent désormais de travaux journaliers, du petit commerce informel ou de l'aide de proches pour assurer leur survie. Comme l'explique un participant : « *Nous sommes revenus, mais nous n'avons plus les moyens de reprendre nos activités comme avant* » (FGD Hommes retournés, Rutshuru, mars 2026).

Ituri

En Ituri, les retours involontaires se traduisent principalement par une dégradation de l'autonomie économique des ménages. Dans les territoires de Djugu et d'Irumu, de nombreux retournés ne disposent plus d'un accès stable à leurs terres et doivent recourir au travail journalier ou à des arrangements agricoles temporaires pour subvenir à leurs besoins. Comme le souligne un participant : « *Avant, nous vivions de nos propres champs. Aujourd'hui, nous travaillons dans les champs des autres pour nourrir nos familles* » (FGD Hommes retournés, Djugu, mars 2026). Cette dépendance accrue crée parfois des rapports de vulnérabilité et d'inégalité, mais peut également favoriser de nouvelles formes de solidarité entre ménages retournés et communautés d'accueil.

Sud-Kivu

Au Sud-Kivu, les conséquences économiques des retours sont principalement liées à l'épuisement des ressources accumulées pendant le déplacement et aux difficultés de relance des activités agricoles. Dans le territoire de Kalehe, plusieurs ménages rapportent une baisse importante de leurs revenus, l'insuffisance des terres disponibles et l'incapacité à reconstituer leurs moyens de production. Les activités génératrices de revenus demeurent limitées et les ménages continuent de dépendre largement de stratégies de survie à faible rendement. Comme le résume une participante : « *Nous sommes revenus, mais nous avons perdu beaucoup de choses et nous recommençons presque à zéro* » (FGD Femmes retournées, Kalehe, mars 2026).

Tanganyika

Dans le Tanganyika, les difficultés économiques observées après le retour s'inscrivent dans un contexte de pauvreté structurelle préexistante. Les ménages retournés de Kalemie et de Moba font face à un accès limité aux ressources productives, aux marchés et aux opportunités économiques. La faiblesse des infrastructures et l'isolement de certaines localités réduisent davantage les possibilités de relèvement économique. Comme l'explique un participant : « *Nous sommes revenus, mais la vie reste difficile parce qu'il n'y a pas de travail et peu de possibilités pour gagner de l'argent* » (FGD Hommes retournés, Moba, mars 2026).

Malgré des contextes de retour différents, les conséquences économiques observées présentent de fortes similitudes dans l'ensemble des provinces étudiées. Les données montrent que l'insécurité

alimentaire constitue la principale conséquence des retours involontaires, devant les difficultés liées au logement et à l'insécurité. Les ménages retournés font face à une perte généralisée de revenus, à la dégradation de leurs moyens de subsistance et à un accès limité aux ressources productives. Cette convergence des résultats suggère que les retours involontaires produisent un socle commun de

3.6. Stratégies d'adaptation post-retour

Face aux difficultés rencontrées après leur retour, les ménages développent diverses stratégies d'adaptation visant à répondre à leurs besoins immédiats et à compenser la faiblesse de leurs moyens de subsistance. Ces stratégies varient selon les contextes, mais présentent des caractéristiques largement communes dans l'ensemble des provinces étudiées. Au Nord-Kivu et en Ituri, les ménages retournés recourent fréquemment au travail journalier agricole, au métayage, aux petits commerces informels et à l'entraide familiale pour générer des revenus. Dans plusieurs localités, l'accès limité aux terres pousse les ménages à travailler dans les champs d'autres personnes ou à conclure des arrangements temporaires leur permettant de cultiver une partie des récoltes. Ces pratiques constituent souvent la principale source de revenus des ménages les plus vulnérables. Au Sud-Kivu, les stratégies observées reposent principalement sur la diversification des activités informelles, les travaux occasionnels et la mobilisation des réseaux familiaux. Dans le Tanganyika, où les opportunités économiques demeurent particulièrement limitées, les ménages combinent petits travaux, exploitation de ressources naturelles, solidarité communautaire et migration temporaire de certains membres du foyer afin de soutenir les dépenses du ménage.

Malgré ces différences contextuelles, plusieurs mécanismes d'adaptation sont observés de manière récurrente dans l'ensemble des zones étudiées :

vulnérabilités, indépendamment des facteurs ayant conduit au retour. Elle souligne également l'importance d'intégrer la sécurité alimentaire et le relèvement économique des communautés hôtes, déplacées et retournées (HDP) parmi les priorités des interventions visant à soutenir des solutions durables.

- Réduction du nombre et de la qualité des repas ;
- Recours accru au travail journalier et aux activités informelles ;
- Vente progressive des biens et actifs restants ;
- Endettement auprès de proches ou de commerçants ;
- Migration temporaire de certains membres du ménage à la recherche de revenus ;
- Renforcement de la solidarité familiale et communautaire.

Les données montrent également que ces stratégies ont parfois des effets négatifs sur le bien-être des ménages. Dans plusieurs localités, les participants rapportent une augmentation du travail des enfants, des abandons scolaires et une réduction des dépenses consacrées à la santé ou à l'éducation. Comme l'explique une participante : « Les enfants ne vont plus toujours à l'école parce qu'ils doivent aider la famille à trouver de quoi manger. » (*FGD Femmes retournées, Datulé, Ituri, février 2026*). Dans l'ensemble, ces mécanismes permettent aux ménages de répondre à leurs besoins les plus urgents, mais demeurent essentiellement des stratégies de survie. Ils contribuent rarement à renforcer durablement la résilience économique des familles et traduisent davantage une capacité d'adaptation à court terme qu'un véritable processus de relèvement post-retour.

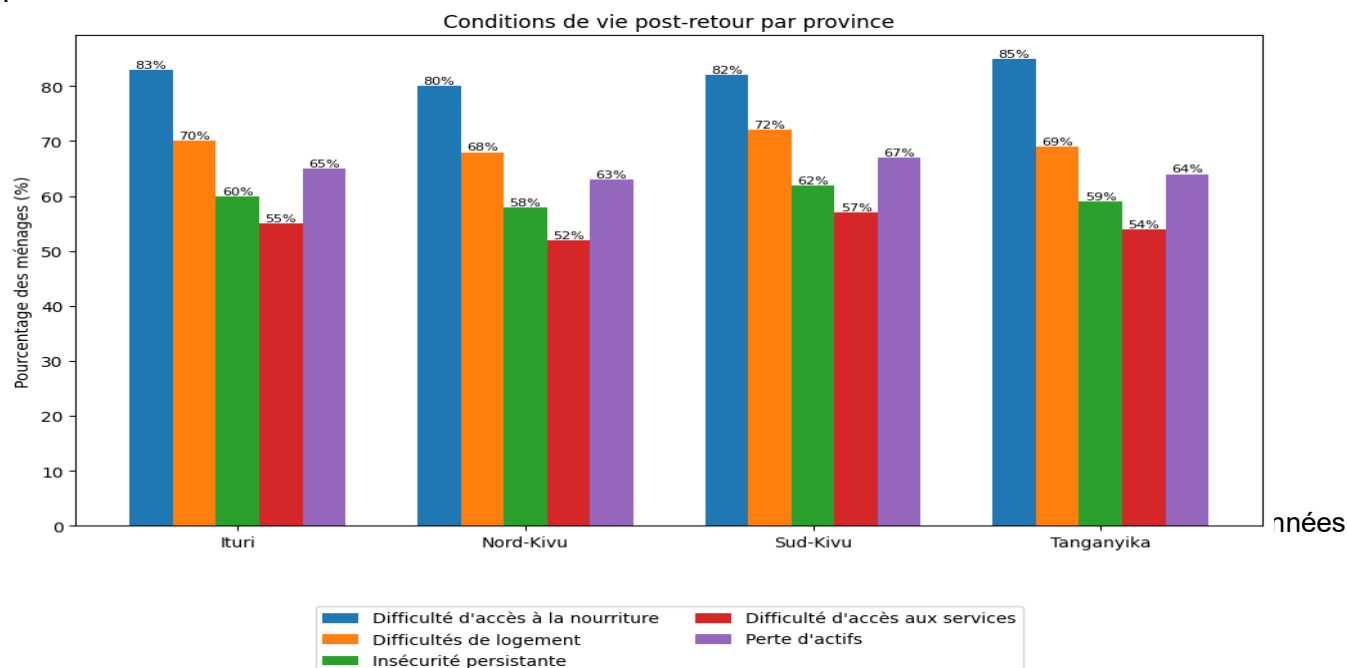
Chapitre 3. RECONFIGURATION DES VULNÉRABILITÉS ET INTENSIFICATION DES DYNAMIQUES DE CONFLIT

Les dynamiques observées montrent que les retours involontaires ne constituent pas une transition vers la stabilisation, mais participent à une reconfiguration profonde et cumulative des vulnérabilités économiques, sociales et sécuritaires. Dans l'ensemble des zones étudiées, le retour intervient dans des environnements où les bases économiques sont fragiles, les ressources limitées et les équilibres locaux déjà sous tension, ce qui entraîne une rupture des mécanismes, même précaires, construits en situation de déplacement.

Sur le plan économique, les retours se traduisent par une perte ou un accès limité aux moyens de subsistance, liée à la destruction des actifs, à l'accès contraint à la terre et aux restrictions sécuritaires. L'analyse des conditions de vie après le retour met en évidence une situation largement marquée par la précarité et la dégradation des moyens d'existence, confirmant l'exposition structurelle des ménages à la vulnérabilité. La difficulté d'accès à la nourriture apparaît comme le facteur le plus récurrent, mentionné dans environ 80 à 85% des cas, souvent liée à l'impossibilité d'accéder aux champs, à la destruction des cultures ou à l'insécurité persistante dans les zones agricoles. Les problèmes de logement sont également massifs : 70% des

ménages enquêtés ont affirmé avoir trouvé des maisons détruites, incendiées, occupées ou inexistantes, contraignant de nombreux ménages à vivre dans des abris précaires ou en promiscuité. L'insécurité persistante, bien que parfois décrite comme en accalmie relative, reste un élément structurant dans près de 60% des réponses, se traduisant par la peur, les violences, les tracasseries ou les restrictions d'accès aux moyens de subsistance.

Par ailleurs, les difficultés d'accès à l'eau potable et aux services de base (santé, éducation) sont largement mentionnées (environ 50 à 60%), aggravant les risques sanitaires et limitant les capacités de relèvement. Enfin, la perte des biens et des actifs économiques (pillages, destruction, occupation des ressources) est évoquée dans près de 65% des cas, contribuant à des dynamiques de reprise à zéro et à une dépendance accrue aux stratégies de survie telles que les travaux journaliers. L'ensemble de ces éléments montre que les conditions de retour ne traduisent pas une amélioration des conditions de vie, mais plutôt une relocalisation de la vulnérabilité dans des environnements durablement fragilisés



L'analyse comparative des conditions de vie post-retour met en évidence une convergence remarquable entre les quatre provinces étudiées. Malgré des causes de retour différentes selon les contextes, les conséquences observées sont largement similaires. Dans l'ensemble des provinces, l'insécurité alimentaire constitue la principale difficulté rencontrée par les ménages retournés, affectant entre 80 % et 85 % des répondants. Viennent ensuite les difficultés liées au logement, l'insécurité persistante, les pertes d'actifs et les contraintes d'accès aux services de base. Ces résultats suggèrent que les retours involontaires produisent un socle commun de vulnérabilités, indépendamment des facteurs ayant conduit au déplacement ou au retour. Ils mettent particulièrement en évidence l'importance de la sécurité alimentaire pour les communautés hôtes, déplacées et retournées (HDP). Au-delà de l'assistance d'urgence, le renforcement des moyens de subsistance et de l'accès aux ressources productives apparaît comme une condition essentielle pour soutenir des retours durables et prévenir de nouveaux cycles de vulnérabilité.

Ces dynamiques économiques sont étroitement liées aux contraintes foncières, qui apparaissent comme un facteur structurant transversal. Le retour ne s'effectue pas dans un vide foncier : les terres ont été occupées, redistribuées ou revendiquées pendant l'absence des ménages. Cette superposition de droits, parfois liés à une réattribution des terres coutumières, ou une recomposition des occupations territoriales, crée des tensions immédiates autour de l'accès à la terre, particulièrement marquées à Masisi, Rutshuru, Djugu et Kalehe. Dans ces contextes, l'incapacité d'accéder ou d'exploiter les terres limite directement la production agricole, réduit les revenus et alimente des arrangements précaires (location, partage), renforçant la vulnérabilité économique. La pression sur les ressources s'accompagne d'une dégradation progressive des relations sociales. Les données mettent en évidence une montée de la méfiance entre populations retournées et communautés hôtes, nourrie par des perceptions d'injustice dans l'accès aux ressources, des suspicions liées à l'aide et des tensions autour des droits d'usage, essentiellement dans les territoires du petit nord où

les retournés ont majoritairement trouvé des nouveaux occupants dans leurs villages. Cette méfiance influe sur les capacités de collaboration, causant une réduction des interactions économiques, une fragilisation des mécanismes de solidarité et, dans certains cas, des formes d'évitement social.

Dans plusieurs zones, ces tensions évoluent vers des conflits plus ouverts, en particulier lorsque les mécanismes locaux de résolution sont faibles ou contestés. La question foncière constitue alors un point de rupture majeur. Les retours intensifient des tensions préexistantes, transforment des conflits latents en confrontations ouvertes et contribuent à reconfigurer les rapports de pouvoir locaux. Cette dynamique est particulièrement visible dans les zones où la terre est associée à des enjeux d'identité et d'appartenance, comme dans les hauts plateaux du Sud-Kivu ou en Ituri. Cette dynamique est accentuée par le flou juridique qui entoure la propriété (et l'accès) à la terre, source de nombreux conflits comme illustré dans la littérature académique. Par ailleurs, les retours modifient les équilibres locaux établis pendant la période de déplacement. L'arrivée de populations dans des espaces réorganisés en leur absence entraîne des contestations d'autorité, des conflits entre anciens et nouveaux occupants et des tensions entre différents niveaux d'acteurs (coutumiers, administratifs, groupes armés). Dans certains contextes, ces dynamiques sont instrumentalisées par des acteurs ayant intérêt à maintenir ou exploiter les tensions, notamment dans les zones sous influence de groupes armés. Ces différentes dimensions — économiques, foncières, sociales et politiques — ne fonctionnent pas de manière isolée, mais s'articulent dans une dynamique cumulative. La perte des moyens de subsistance accroît la dépendance à la terre, ce qui intensifie la pression sur les ressources ; cette pression alimente les tensions sociales, qui peuvent évoluer vers des conflits ; ces conflits, à leur tour, limitent l'accès aux ressources et aux opportunités économiques, renforçant la précarité.

Ainsi, les retours s'inscrivent dans un enchaînement systémique caractérisé par la succession suivante :

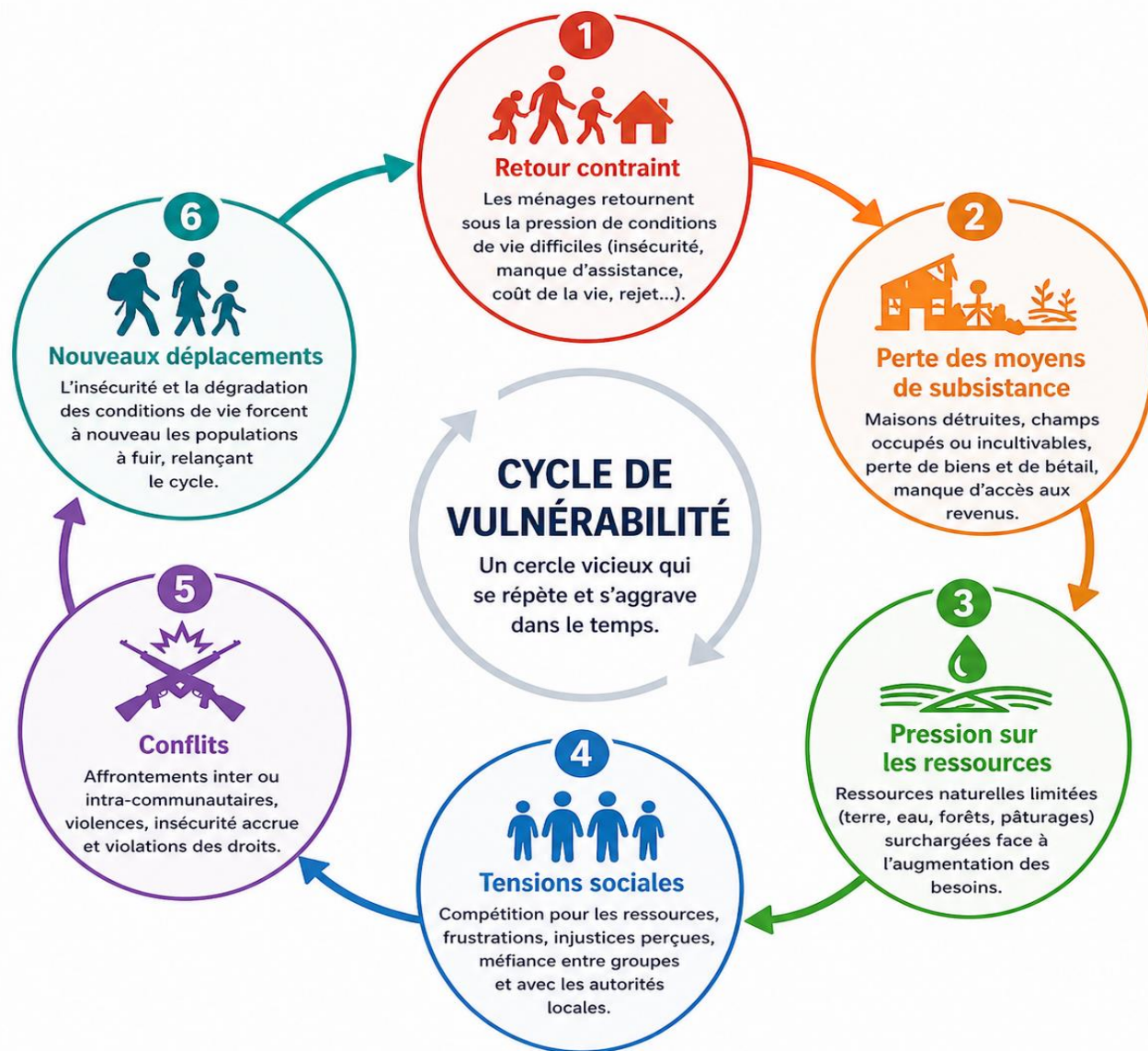


Figure 7 : Cycle de vulnérabilité et de déplacements Source : données des enquêtes ménages, mars 2026, CSH. Illustration : Adobe Illustrator

Dans ce cadre, les retours ne réduisent pas les risques auxquels les populations sont exposées. Ils tendent plutôt à repositionner les ménages dans des environnements où ces risques persistent, voire se reconfigurent, contribuant à maintenir des dynamiques de vulnérabilité et de mobilité répétée.

Les retours involontaires agissent comme un mécanisme de transmission et d'intensification des crises, reliant de manière directe la dégradation économique, les tensions sociales et les dynamiques de conflit, et conduit à une détérioration des dynamiques de cohésion sociale préexistantes.

3.1. ANALYSE SYSTÉMIQUE DES RETOURS INVOLONTAIRES

3.1.1. Retours comme perturbateurs des équilibres locaux

Les retours observés dans les différentes zones ne peuvent pas être compris comme de simples

mouvements de population. Ils interviennent dans des contextes déjà fragilisés et viennent perturber

des équilibres à plusieurs niveaux à la fois. Ce qui ressort de manière constante, c'est l'imbrication entre dégradation socio-économique, transformation des relations sociales et reconfiguration des dynamiques de conflit. Dans la plupart des cas, le retour s'effectue sous contrainte, dans des environnements où les conditions minimales ne sont pas réunies. Les ménages arrivent avec peu d'actifs, dans des zones où les ressources sont limitées et où les systèmes de régulation sont déjà sous pression. Comme l'explique un participant de Nyiragongo : « *L'aide s'est arrêtée là-bas, alors nous sommes revenus, mais ici nous n'avons pas trouvé de soutien pour recommencer notre vie.* » (FGD Hommes retournés, Nyiragongo, mars 2026). Le retour agit ainsi comme un moment de bascule, qui réactive des fragilités latentes et en crée de nouvelles.

- **Dégradation économique et pression sur les ressources**

Le premier effet observable concerne la fragilisation des conditions économiques des ménages. Les difficultés d'accès à la terre, la perte des moyens de production et l'absence d'opportunités économiques entraînent une dépendance accrue à des stratégies de survie. Cette dégradation ne reste pas confinée à l'échelle du ménage. Elle se répercute rapidement au niveau communautaire, en accentuant la pression sur les ressources disponibles, notamment la terre, l'eau et les activités économiques locales. Comme le souligne un participant en Ituri : « *Avant, nous vivions de nos propres champs. Aujourd'hui, nous travaillons dans les champs des autres pour pouvoir nourrir nos familles.* » (FGD Hommes retournés, Djugu, mars 2026). Ce qui alimente les tensions n'est pas uniquement la rareté des ressources, mais la manière dont leur accès est reconfiguré. Les communautés hôtes peuvent percevoir les retournés comme venant réduire leur propre accès, tandis que les retournés vivent leur situation comme une exclusion. C'est dans cet espace de perceptions divergentes que les tensions prennent forme.

- **Terre comme point de convergence entre économie et conflit**

La question foncière constitue le point de convergence le plus critique entre les dynamiques économiques et les dynamiques de conflit. Dans toutes les provinces, les retours se heurtent à des situations où les terres ont été occupées, réattribuées ou intégrées dans de nouveaux arrangements locaux. Le retour ne rétablit pas une situation antérieure ; il introduit une superposition de droits et de revendications. Comme l'explique un participant à Djugu : « *Quand nous sommes revenus, nos champs étaient déjà exploités par d'autres personnes. Il a fallu négocier pour récupérer une partie de nos terres.* » (FGD Hommes retournés, Djugu, mars 2026). À Masisi, les difficultés sont renforcées par l'insécurité : « *On nous a fait rentrer, mais nos champs ne sont plus à nous, et même si on y va, on a peur.* » (FGD Hommes retournés, Masisi, mars 2026). Sur le plan économique, cela limite fortement la capacité des ménages à relancer leurs activités. Sur le plan social, cela alimente des tensions entre individus, familles ou groupes.

- **Transformation des relations sociales et cohésion sous pression**

Les retours influencent profondément les relations entre populations retournées et communautés hôtes. Les données montrent une montée de la méfiance, liée à des perceptions de concurrence, d'injustice ou de favoritisme. Ces tensions ne se traduisent pas toujours par des conflits ouverts, mais elles modifient les interactions quotidiennes. À Irumu, un participant résume cette évolution : « *On vit ensemble, mais il n'y a plus de confiance.* » (FGD Hommes retournés, Irumu, mars 2026). Dans plusieurs localités, les populations dénoncent également les frustrations liées à l'assistance : « *Quand certains reçoivent de l'aide et que d'autres sont exclus, cela crée des tensions dans la communauté.* » (FGD Femmes retournées, Djugu, mars 2026). La cohésion sociale n'est pas absente, mais elle devient plus fragile, plus conditionnelle et dépend davantage des dynamiques locales.

- **Recomposition des rapports de pouvoir locaux**

Les retours viennent également perturber les équilibres de pouvoir établis pendant les périodes de déplacement. L'absence prolongée de certaines populations a permis la mise en place de nouveaux

arrangements en matière d'occupation des terres, d'accès aux ressources et de leadership local. Le retour remet en question ces arrangements et crée des tensions autour de la légitimité et de l'autorité. Les entretiens réalisés auprès des autorités locales à Irumu et Masisi montrent que les conflits liés à la récupération des terres et à la reconnaissance des droits d'usage occupent désormais une place centrale dans les mécanismes locaux de médiation, mobilisant à la fois autorités coutumières, administratives et acteurs communautaires.

- **Interaction avec les dynamiques de violence existantes**

Les retours s'inscrivent dans des environnements où les facteurs de violence restent actifs. Au Nord-Kivu et en Ituri, la présence de groupes armés continue de structurer l'accès aux ressources et les relations locales. À Rutshuru, un participant explique : « *Nous sommes revenus, mais les coups de feu continuent. La guerre n'est pas finie.* » (FGD Hommes retournés, Rutshuru, mars 2026). À Beni, la menace sécuritaire demeure omniprésente : « *Les gens cultivent avec peur, ils regardent toujours derrière eux.* » (FGD Hommes retournés, Beni, février 2026). Les retours ne réduisent donc pas nécessairement l'exposition aux risques ; ils repositionnent souvent les ménages dans des environnements où les facteurs de conflit restent présents.

- **Mécanismes de résilience et limites des capacités locales**

Malgré ces dynamiques, les communautés développent des mécanismes de résilience. Dans plusieurs zones, des formes locales de médiation permettent de gérer certaines tensions, notamment autour de l'accès à la terre. Des arrangements informels existent, ainsi que des formes de solidarité, en particulier au sein des groupes familiaux ou communautaires. En Ituri, plusieurs participants soulignent que le travail agricole partagé entre retournés et communautés hôtes contribue parfois à reconstruire progressivement la confiance : « *Nous travaillons ensemble dans les champs. Petit à petit, cela nous aide à retrouver de bonnes relations.* » (FGD Mixte, Irumu, mars 2026). Cependant, ces mécanismes restent limités. Ils sont souvent fragilisés par l'ampleur des besoins, les

déséquilibres de pouvoir et l'absence de soutien institutionnel. Dans l'ensemble, les retours involontaires s'inscrivent dans des systèmes où les dimensions économiques, sociales et sécuritaires sont étroitement liées. Ils affaiblissent les capacités économiques des ménages, accentuent la pression sur les ressources, transforment les relations sociales et perturbent les équilibres locaux. Ces effets se renforcent mutuellement et contribuent à maintenir les zones concernées dans des dynamiques de fragilité. La cohésion sociale persiste, mais sous tension. Les mécanismes de résilience existent, mais restent insuffisants pour absorber l'ensemble des pressions générées. Dans ces conditions, le retour ne constitue pas une solution durable en soi. Lorsqu'il intervient sans conditions favorables, il tend à prolonger les cycles de vulnérabilité et de conflit plutôt qu'à les résoudre.

L'analyse met également en évidence que la distinction entre retours volontaires et retours contraints devient souvent difficile à établir. Même en l'absence de pressions directes, la dégradation progressive des conditions de vie en déplacement agit comme une contrainte structurelle qui réduit les alternatives disponibles et oriente les ménages vers des décisions de retour davantage dictées par la nécessité que par un véritable choix.

- **Interaction avec les dynamiques de violence existantes**

Les retours s'inscrivent dans des environnements où les facteurs de violence restent actifs. Au Nord-Kivu et en Ituri, la présence de groupes armés continue de structurer l'accès aux ressources et les relations locales. Au Sud-Kivu, les cycles de violence dans les hauts plateaux rendent les retours particulièrement instables. Dans le Tanganyika, les tensions intercommunautaires persistent malgré des niveaux de violence parfois moins visibles. Dans ces contextes, les retours ne contribuent pas à réduire les risques. Ils positionnent les populations dans des environnements où les facteurs de conflit restent présents et actifs.

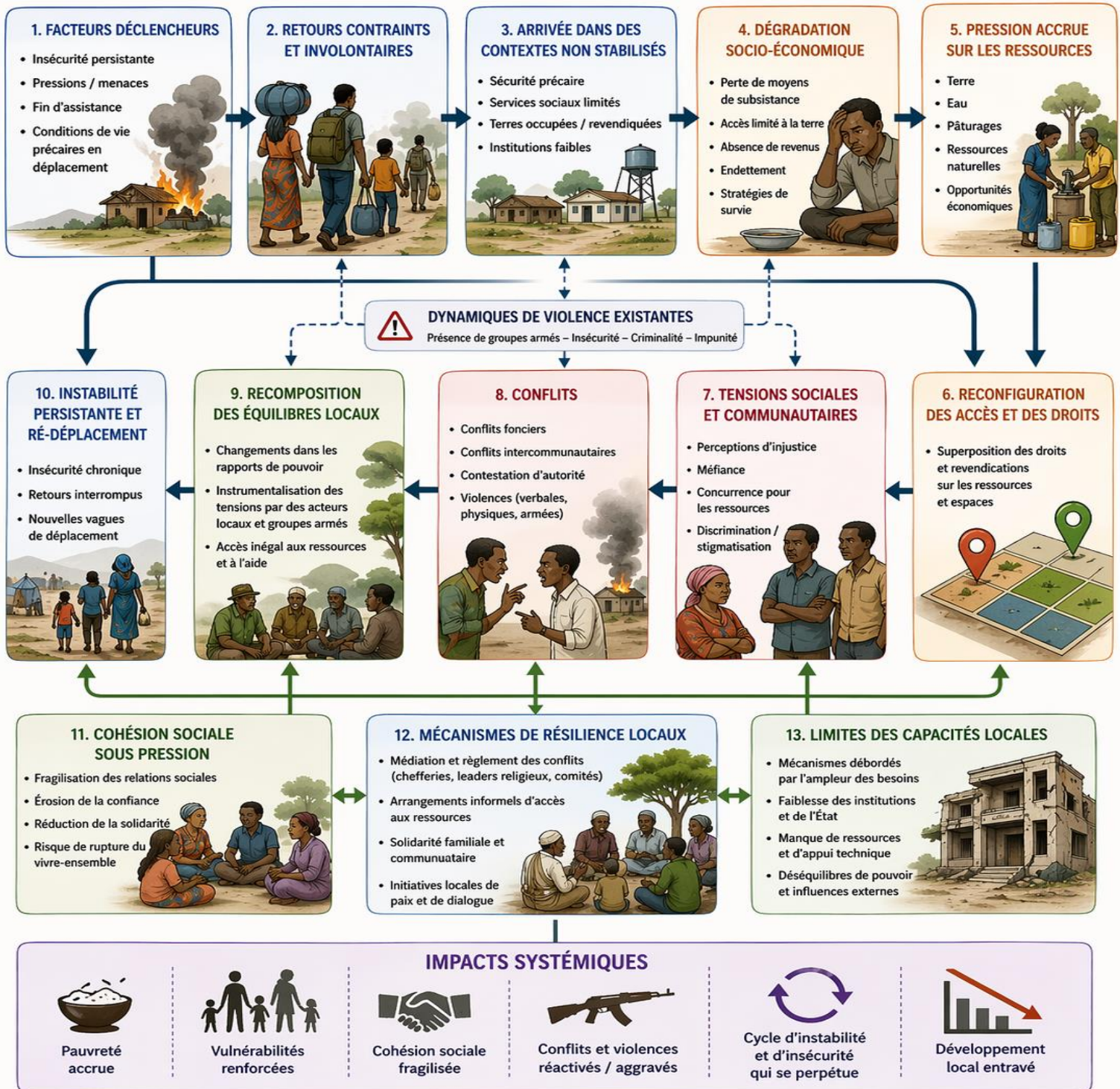
- **Mécanismes de résilience et limites des capacités locales**

Malgré ces dynamiques, les communautés développent des mécanismes de résilience. Dans plusieurs zones, des formes locales de médiation permettent de gérer certaines tensions, notamment autour de l'accès à la terre. Des arrangements informels existent, ainsi que des formes de solidarité, en particulier au sein des groupes familiaux ou communautaires. Cependant, ces

mécanismes restent limités. Ils sont souvent fragilisés par l'ampleur des besoins, par les déséquilibres de pouvoir et par l'absence de soutien institutionnel. Dans les contextes où les tensions sont fortement politisées ou liées à des enjeux fonciers complexes, ces mécanismes ne suffisent pas à prévenir l'escalade des conflits.

ANALYSE SYSTÉMIQUE DES RETOURS FORCÉS ET INVOLONTAIRES

Interrelations entre dynamiques socio-économiques, cohésion sociale et conflits



→ Chaîne causale principale

--> Facteurs aggravants / transversaux

→ Facteurs d'atténuation / résilience

→ Impacts systémiques

Chapitre 4. Cohésion sociale et résilience : des équilibres fragilisés face aux retours sous contrainte

4.1. Une cohésion sociale mise à l'épreuve par les retours sous contrainte

Les retours involontaires observés dans les provinces étudiées ne produisent pas uniquement des effets sur les conditions matérielles de vie des ménages. Ils affectent également les relations sociales, les mécanismes de solidarité et les modes locaux de gestion des tensions. Les données vs qualitatives recueillies montrent que les retours interviennent dans des contextes où les ressources disponibles sont déjà limitées et où les populations sont confrontées à des formes persistantes d'insécurité, de pauvreté et d'incertitude. Dans ces conditions, le retour ne conduit pas automatiquement à une restauration du tissu social ; il tend au contraire à révéler ou à accentuer des tensions préexistantes. Toutefois, les formes que prennent ces tensions et les dynamiques relationnelles dans l'ensemble varient selon les provinces et les contextes locaux.

Au Nord-Kivu, la cohésion sociale est principalement affectée par les conséquences des conflits armés, les recompositions du contrôle territorial et les conflits liés à l'accès à la terre. Les discussions menées dans le territoire de Nyiragongo montrent que les retours s'accompagnent fréquemment de litiges fonciers, de tensions autour des champs abandonnés pendant le déplacement et de frustrations liées à l'occupation des biens. Comme l'explique un participant : « *Certains champs occupés par les rebelles ont causé des tensions et des conflits entre communautés après leur abandon* » (FGD Hommes retournés, Rwibiranga, Zone de santé de Buhumba, 25 mars 2026). Les participants décrivent également une détérioration progressive de la confiance entre groupes sociaux, alimentée par les pertes subies pendant les déplacements et les difficultés de réinstallation. Les données recueillies auprès des populations retournées, des communautés hôtes et des informateurs clés montrent que les retours involontaires affectent profondément les relations sociales dans les zones étudiées. Si la cohésion sociale n'est pas totalement rompue, elle apparaît fragilisée par l'accumulation des déplacements, la

pression croissante sur les ressources et la persistance de facteurs d'insécurité. Les participants décrivent généralement une coexistence marquée par des formes de méfiance, des frustrations liées à l'accès aux ressources et un affaiblissement progressif des mécanismes traditionnels de solidarité.

En **Ituri**, les effets des violences intercommunautaires continuent de peser fortement sur les relations sociales. Dans les territoires de Djugu et d'Irumu, plusieurs participants indiquent que le retour des populations ne s'accompagne pas nécessairement d'une restauration de la confiance. Les discussions révèlent la persistance d'un climat de peur et d'incertitude qui influence les interactions quotidiennes. Comme l'explique un participant à Nizi : « *Nous ne faisons rien par peur* » (FGD mixte, Nizi, Zone de santé de Nizi, 15 février 2026). D'autres mettent en avant les difficultés des relations entre civils et forces de sécurité : « Les jeunes sont pris pour des ennemis ; tout jeune est considéré comme membre de la CRP » (FGD mixte, Nizi, Zone de santé de Nizi, 15 février 2026). Ces perceptions contribuent à maintenir des tensions latentes malgré les retours observés.

Au Sud-Kivu, notamment dans le territoire de Kalehe, la cohésion sociale est davantage affectée par la pression exercée sur les ressources et par la dégradation des conditions économiques. Les ménages retournés font face à une forte fragmentation foncière, à un accès limité aux terres cultivables et à des opportunités économiques réduites. Cette situation tend à affaiblir les mécanismes d'entraide traditionnels et à renforcer les logiques de repli sur les réseaux familiaux ou communautaires les plus proches.

Dans le **Tanganyika**, les tensions observées sont moins directement liées aux conflits armés qu'à des formes persistantes de marginalisation économique et sociale. Les participants soulignent que l'accès limité aux services sociaux de base, les faibles

opportunités économiques et l'insuffisance des infrastructures réduisent les capacités des communautés à absorber les retours et à maintenir des relations sociales inclusives. Malgré ces différences, les données montrent que la cohésion sociale demeure partout sous pression. Les retours sous contrainte tendent à accentuer des fragilités préexistantes plutôt qu'à créer de nouvelles formes de cohésion.

4.2. Des mécanismes locaux de cohésion et de résilience toujours actifs

Malgré les tensions observées, les données recueillies montrent que les communautés continuent de mobiliser différents mécanismes pour préserver un minimum de cohésion sociale et faire face aux difficultés liées aux retours. Dans l'ensemble des provinces étudiées, les réseaux familiaux constituent le principal filet de sécurité mobilisé par les ménages retournés. Les familles élargies assurent souvent l'hébergement temporaire, le partage alimentaire ou l'appui à la reprise des activités économiques. Pour de nombreux ménages, cette solidarité demeure essentielle à la survie après le retour. Les autorités coutumières, les leaders religieux et certains comités communautaires jouent également un rôle important dans la prévention et la gestion des conflits. En Ituri, les groupes de discussion soulignent que les mécanismes coutumiers restent largement mobilisés pour résoudre les conflits fonciers ou les problèmes de cohabitation. Comme l'indiquent plusieurs participants : « Les conflits fonciers et de cohabitation sont décantés par les chefs coutumiers » (FGD mixte, Nizi, Zone de santé de Nizi, 15 février 2026).

Les espaces de dialogue communautaire apparaissent également comme des mécanismes importants de résilience. Dans plusieurs localités, ils permettent de maintenir des canaux de communication entre groupes et de prévenir l'escalade de certaines tensions. À Nizi, les participants rapportent que « les groupes de dialogue sur la cohésion sociale permettent de rapprocher les communautés » (FGD mixte, Nizi, Zone de santé de Nizi, 15 février 2026). Les femmes jouent un rôle particulièrement important dans ces initiatives. Plusieurs groupes de discussion

soulignent leur implication active dans les mécanismes communautaires de dialogue et de médiation. Comme le note un participant : « Dans les groupes de dialogue sur la cohésion sociale, ce sont beaucoup plus les femmes qui prennent part aux discussions » (FGD mixte, Nizi, Zone de santé de Nizi, 15 février 2026). Cette participation contribue à maintenir des espaces de concertation même dans des contextes fortement polarisés. Les pratiques d'entraide collective demeurent également visibles dans plusieurs localités. Elles prennent différentes formes : partage ponctuel de nourriture, appui lors des travaux agricoles, soutien aux ménages vulnérables ou solidarité lors des décès et autres événements communautaires. Dans certaines zones, ces mécanismes continuent de jouer un rôle essentiel dans la prévention des tensions.

Toutefois, les données montrent que ces formes de solidarité tendent progressivement à se concentrer sur les cercles familiaux ou communautaires proches. Les interactions entre groupes différents deviennent plus limitées, traduisant une cohésion sociale davantage segmentée que véritablement inclusive.

3.3. Des capacités de résilience sous pression

Si les mécanismes locaux de résilience continuent de jouer un rôle stabilisateur important, leur capacité à absorber les conséquences des retours sous contrainte apparaît de plus en plus limitée. Au Nord-Kivu, les participants soulignent que l'ampleur des besoins dépasse désormais les capacités d'entraide disponibles. Les pertes de biens, les conflits fonciers et l'insécurité persistante limitent fortement les possibilités de soutien mutuel. Les mécanismes communautaires demeurent actifs mais peinent à répondre à des besoins croissants dans des contextes de précarité généralisée. Au Sud-Kivu, les contraintes sont principalement liées à la rareté des ressources économiques et foncières. Les ménages décrivent une situation où la solidarité continue d'exister mais où les capacités réelles d'assistance se réduisent progressivement. Les possibilités d'entraide sont directement affectées par la dégradation des moyens de subsistance et la diminution des ressources disponibles. En Ituri, les mécanismes coutumiers et communautaires restent

fortement mobilisés mais sont souvent confrontés à des tensions qui dépassent leurs capacités d'action. Plusieurs participants reconnaissent le rôle des chefs coutumiers dans la gestion des conflits tout en soulignant que certaines tensions liées à la terre, à la sécurité ou aux violences passées demeurent difficiles à résoudre durablement. Comme l'explique un participant : « Les dialogues existent, mais la peur reste présente » (FGD mixte, Nizi, Zone de santé de Nizi, 15 février 2026). Cette persistance de la peur limite les possibilités de reconstruction de la confiance entre groupes. Dans le Tanganyika, les principales contraintes sont liées à l'isolement géographique, à l'insuffisance des infrastructures et à la faiblesse du soutien institutionnel. Les communautés disposent de peu de ressources pour faire face aux conséquences des retours et doivent souvent compter principalement sur leurs propres capacités d'adaptation.

De manière transversale, les données mettent en évidence un déséquilibre croissant entre l'intensité des besoins générés par les retours et les capacités réelles des communautés à y répondre. Les

mécanismes locaux de résilience permettent encore de contenir certaines tensions et d'éviter l'escalade de conflits ouverts, mais ils fonctionnent de plus en plus dans un registre défensif. Leur objectif n'est plus de restaurer pleinement les relations sociales ou de résoudre les causes profondes des vulnérabilités, mais plutôt de maintenir des équilibres minimaux dans des contextes fortement contraints. Ainsi, la cohésion sociale observée dans les zones de retour apparaît moins comme un état stabilisé que comme un processus continuellement négocié entre acteurs confrontés à des contraintes économiques, foncières et sécuritaires persistantes. La capacité des communautés à préserver cette cohésion dépend largement de l'amélioration des conditions de vie, de l'accès aux ressources, du renforcement des mécanismes locaux de gouvernance et de l'existence d'un accompagnement adapté des populations retournées. Sans un soutien plus structuré, les mécanismes de solidarité et de résilience risquent de s'éroder davantage, compromettant les perspectives de réinstallation durable dans les zones de retour.

Chapitre 5. ANALYSE GENRE ET PROTECTION

Les retours renforcent les inégalités structurelles et exposent de manière accrue les groupes déjà vulnérables, révélant les limites des systèmes locaux de protection face à des risques

Les dynamiques de retour mettent en évidence une intensification des inégalités existantes, qui se manifestent de manière différenciée selon le genre, l'âge et la position sociale. Les femmes, les enfants et les jeunes apparaissent comme particulièrement exposés, non pas en raison de vulnérabilités nouvelles, mais du renforcement de contraintes déjà présentes dans les contextes de déplacement. L'accès aux ressources, en particulier à la terre, constitue un facteur structurant de ces inégalités. Dans plusieurs zones du Nord-Kivu et de l'Ituri, les femmes retournées rencontrent des obstacles persistants liés aux normes sociales et à leur statut. Comme l'exprime une participante à Masisi : « *Nous sommes revenues, mais les champs ne nous appartiennent plus. On doit demander pour cultiver* » (FGD femmes, Masisi, mars 2026). Cette dépendance limite leur autonomie économique et renforce leur exposition à des formes d'exploitation.

Au Sud-Kivu, notamment dans les zones d'élevage, ces contraintes sont encore plus marquées, les femmes ayant un accès très limité aux ressources productives. Les conditions de retour augmentent également les risques de protection. Dans plusieurs zones du Nord-Kivu, les femmes rapportent des risques accrus lors des activités de subsistance : «

Quand on va au champ, on a peur. Il y a des endroits où les femmes ne vont plus seules » (FGD femmes, Rutshuru, mars 2026). Ces risques, souvent liés à l'insécurité et à l'éloignement des ressources, persistent après le retour et s'inscrivent dans un environnement où les mécanismes de protection restent faibles. Parallèlement, les enfants et les jeunes sont exposés à des formes de travail précoce, d'abandon scolaire ou de recrutement, comme le souligne un participant à Beni : « *Les jeunes n'ont rien à faire ici. Certains finissent par rejoindre des groupes armés ou partir* » (KII, autorité locale, Beni, février 2026).

Les retours entraînent également une recomposition des rôles au sein des ménages. Dans plusieurs contextes, les femmes assument une part croissante des responsabilités économiques, souvent dans des conditions précaires, tandis que certains hommes font face à une perte de statut.

Cette reconfiguration s'accompagne de tensions accrues : « *L'homme ne peut plus subvenir, alors il y a des disputes dans les ménages* » (FGD, Kalehe). Ces transformations montrent que les retours affectent non seulement les conditions matérielles, mais aussi les dynamiques sociales et familiales. Malgré ces contraintes, des capacités locales de protection subsistent. Dans plusieurs zones, les femmes s'organisent en réseaux informels d'entraide : « *Entre femmes, on s'alerte et on s'aide quand il y a un problème* » (FGD femmes, Djugu). Toutefois, ces mécanismes restent limités et ne peuvent compenser l'absence de services formels de protection. Les retours renforcent les inégalités structurelles et exposent de manière accrue les groupes déjà vulnérables, révélant les limites des systèmes locaux de protection face à des risques en expansion.

5.2. Pertinence des réponses actuelles face aux dynamiques de retour

pour recommencer notre vie. » FGD Hommes retournés, Nyiragongo, mars 2026). Les activités de relèvement économique et de réintégration demeurent particulièrement limitées au regard de l'ampleur des besoins observés.

Dans plusieurs zones, les populations interrogées estiment que les interventions soutiennent temporairement les ménages sans s'attaquer aux facteurs qui entretiennent leur vulnérabilité, notamment les difficultés d'accès à la terre, la faiblesse des moyens de subsistance, l'insuffisance des services sociaux de base et les tensions communautaires. Comme le souligne un participant à Komanda : « *On reçoit parfois une aide ponctuelle, mais après chacun doit se débrouiller seul avec les mêmes problèmes qu'avant.* » (FGD Hommes retournés, Komanda, mars 2026).

Les données mettent également en évidence une prise en compte encore insuffisante des dynamiques de conflit dans la conception et la mise en œuvre des interventions. Dans plusieurs localités, les participants rapportent que certaines

modalités de ciblage ou de distribution sont perçues comme inéquitables, alimentant parfois des frustrations entre ménages retournés, déplacés et communautés hôtes. Comme l'explique une participante : « *Quand certains reçoivent de l'aide et que d'autres sont exclus, cela crée des tensions dans la communauté.* »
(FGD Femmes retournées, Djugu, mars 2026).

Au-delà des différences provinciales, l'analyse montre que les réponses actuelles restent souvent fragmentées entre secteurs et insuffisamment articulées aux enjeux de cohésion sociale, de gouvernance foncière et de prévention des conflits. Or, les résultats de l'étude démontrent que ces dimensions sont étroitement liées. Les difficultés d'accès à la terre affectent directement les moyens de subsistance, influencent les relations entre groupes et alimentent certaines tensions locales. Dans plusieurs zones, les conflits fonciers apparaissent ainsi comme un point de convergence entre vulnérabilités économiques, risques de conflits et perspectives de réintégration. Les mécanismes locaux de solidarité, de médiation et de cohésion sociale continuent de jouer un rôle

important dans l'absorption des chocs et la gestion des tensions. Toutefois, leur capacité d'action demeure limitée face à l'ampleur des besoins et à la répétition des crises. Sans un renforcement des approches intégrées combinant relèvement économique, accès équitable aux ressources, cohésion sociale et sensibilité aux conflits, les retours risquent de s'inscrire dans un cycle récurrent de vulnérabilité, de tensions et de nouveaux déplacements. Les résultats de cette étude suggèrent ainsi que les retours involontaires ne doivent pas être considérés comme un indicateur de stabilisation ou de solution durable. Dans de nombreux cas, ils traduisent davantage l'épuisement des alternatives disponibles en déplacement que l'existence de conditions favorables à la réinstallation.

Renforcer la durabilité des retours nécessite dès lors de dépasser les approches centrées sur l'urgence pour investir davantage dans des réponses intégrées capables d'agir simultanément sur les facteurs économiques, fonciers, sociaux et sécuritaires qui structurent les dynamiques de déplacement et de retour.

Chapitre 6. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION GENERALE

6.1. RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette étude montrent que les retours involontaires ne constituent pas un simple mouvement de population mais un processus qui résulte de contraintes économiques, sécuritaires, sociales et institutionnelles. Dans la majorité des cas observés, les ménages retournent alors que les conditions minimales de sécurité, d'accès aux ressources, aux services et aux moyens de subsistance ne sont pas réunies. Les réponses actuelles, largement orientées vers la gestion de l'urgence, peinent à agir sur les facteurs structurels qui produisent et entretiennent ces dynamiques. Les recommandations suivantes visent à renforcer la prévention des retours sous contrainte, améliorer les conditions de réintégration et réduire les risques de nouveaux déplacements.

1. Prévenir les retours sous contrainte avant qu'ils ne se produisent :

La priorité consiste à réduire les facteurs qui poussent les ménages à retourner dans des conditions inadaptées.

Il sera donc essentiel de :

- Mettre en place, au niveau provincial, un mécanisme multipartite de suivi et de validation des retours associant autorités provinciales, acteurs humanitaires, organisations communautaires, représentants des déplacés et acteurs de développement.
- Définir des critères minimums de retour portant sur la sécurité, l'accès à la terre, les moyens de subsistance, les services sociaux de base et les risques de protection.
- Réaliser systématiquement des évaluations conjointes des zones de retour avant toute fermeture de site, réorientation de l'assistance ou accompagnement au retour.
- Renforcer les mécanismes d'information communautaire afin que les ménages disposent d'informations objectives sur les conditions réelles dans les zones de retour.
- Intégrer un suivi spécifique des effets des réductions ou suspensions d'assistance afin

d'éviter que celles-ci ne deviennent un facteur indirect de retour forcé.

2. Mettre en place un système de suivi post-retour fondé sur les risques :

L'étude montre que les vulnérabilités apparaissent ou s'aggravent souvent après le retour.

Actions recommandées

- Mettre en place un système de monitoring post-retour couvrant au minimum les 12 premiers mois suivant le retour.
- Suivre régulièrement l'accès à la terre, à la nourriture, aux revenus, aux services sociaux et aux mécanismes de protection.
- Développer des indicateurs d'alerte précoce permettant d'identifier les risques de tensions, de conflits fonciers et de nouveaux déplacements.
- Produire des analyses trimestrielles partagées entre les acteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix.

3. Faire de la gouvernance foncière une priorité des réponses aux retours :

L'étude montre que les enjeux fonciers constituent le principal point de convergence entre moyens de subsistance, cohésion sociale et conflits.

Actions recommandées

- Réaliser des cartographies participatives des zones à forte tension foncière dans les principaux territoires de retour.
- Renforcer les mécanismes locaux de médiation foncière en associant autorités coutumières, services techniques et organisations communautaires.
- Développer des mécanismes temporaires d'accès à la terre pour les ménages qui ne peuvent récupérer immédiatement leurs parcelles.
- Intégrer systématiquement une analyse foncière dans les programmes de

relèvement économique, agricoles et de solutions durables.

- Soutenir la documentation et la sécurisation des droits fonciers lorsque cela est pertinent.

4. Passer d'une assistance d'urgence à une approche de stabilisation économique :

Les résultats montrent que l'insécurité alimentaire constitue la principale conséquence des retours dans l'ensemble des provinces étudiées, ce qui en fait l'un des principaux facteurs de vulnérabilité affectant les ménages après leur réinstallation.

- Prioriser les interventions de sécurité alimentaire dans les zones de retour à forte concentration de ménages retournés.
- Combiner transferts monétaires temporaires, soutien agricole, accès aux intrants et accompagnement technique.
- Développer des alternatives économiques non agricoles dans les zones où l'accès à la terre reste limité.
- Soutenir les initiatives économiques mixtes associant retournés, déplacés et communautés hôtes afin de renforcer les interdépendances positives.
- Intégrer des mesures spécifiques pour les femmes, les jeunes et les ménages dirigés par des femmes.

5. Renforcer la cohésion sociale comme objectif programmatique à part entière :

L'étude montre que la cohésion sociale ne se reconstruit pas automatiquement après le retour.

Actions recommandées

- Mettre en place des espaces permanents de dialogue communautaire dans les principales zones de retour.
- Soutenir des projets communautaires conjoints impliquant retournés, déplacés et communautés hôtes.
- Renforcer les capacités des mécanismes locaux de médiation et de gestion des conflits.
- Développer des approches fondées sur les intérêts communs (agriculture, marchés,

infrastructures, gestion des ressources naturelles).

- Suivre régulièrement l'évolution des perceptions entre groupes afin d'identifier précocement les tensions émergentes.

6. Renforcer la protection dans les zones de retour :

Les risques de protection demeurent élevés après le retour, notamment pour les femmes, les enfants et les jeunes.

Actions recommandées

- Renforcer les services de protection communautaire dans les zones de retour.
- Développer des mécanismes de référencement accessibles pour les survivantes de violences basées sur le genre.
- Renforcer les services de soutien psychosocial.
- Mettre en place des dispositifs de prévention du travail des enfants et du recrutement par les groupes armés.
- Développer des mécanismes de plainte et de redevabilité accessibles aux populations retournées.

7. Adapter les réponses aux spécificités provinciales :

Les résultats montrent que les facteurs de vulnérabilité diffèrent selon les contextes.

Nord-Kivu

- Prioriser la sécurisation foncière et le suivi des risques sécuritaires.
- Renforcer les mécanismes de prévention des déplacements secondaires.

Sud-Kivu

- Appuyer la gestion des tensions liées à la pression foncière et aux ressources naturelles.
- Renforcer les mécanismes communautaires de résolution des conflits.

Ituri

- Renforcer les mécanismes de dialogue intercommunautaire.

- Travailler sur les perceptions, la confiance et les risques de stigmatisation.

Tanganyika

- Prioriser les investissements dans les services sociaux de base et les infrastructures locales.
- Réduire les inégalités d'accès aux ressources productives et aux opportunités économiques.

8. Généraliser l'approche sensible aux conflits dans les interventions liées aux retours :

L'étude montre que certaines interventions peuvent involontairement alimenter les tensions qu'elles cherchent à réduire.

Actions recommandées

- Rendre obligatoire l'analyse de sensibilité aux conflits dans les programmes de retour et de réintégration.

- Former les acteurs humanitaires, de développement et institutionnels à l'analyse des conflits.
- Mettre en place des mécanismes de suivi des effets non intentionnels des interventions.
- Associer systématiquement les communautés concernées à la conception, au suivi et à l'évaluation des interventions.

Au regard des résultats de cette étude, les retours involontaires doivent être abordés comme un enjeu de gouvernance, de cohésion sociale et de stabilisation territoriale, et non comme une simple question de mobilité. Sans action simultanée sur les facteurs économiques, fonciers, sociaux et sécuritaires qui les structurent, les retours risquent de continuer à alimenter des cycles répétés de vulnérabilité, de tensions et de déplacements.

6.2. CONCLUSION GÉNÉRALE

L'analyse conduite dans le cadre de cette étude met en évidence une réalité structurante : les retours involontaires observés dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika ne constituent pas une solution durable aux déplacements. Ils s'inscrivent au contraire dans des dynamiques complexes où vulnérabilités économiques, tensions sociales et facteurs de conflit se renforcent mutuellement. À travers l'ensemble des données collectées — enquêtes ménages, groupes de discussion et entretiens avec informateurs clés — un constat transversal se dégage : les retours interviennent majoritairement dans des conditions qui ne permettent pas une réintégration stable. Les ménages retournent dans des environnements marqués par une insécurité persistante, un accès limité aux ressources productives, notamment à la terre, ainsi qu'une couverture insuffisante des services de base. Cette situation entraîne une dégradation rapide des conditions de vie, caractérisée par la perte des moyens de subsistance, une dépendance accrue à des stratégies de survie et une incapacité à se projeter dans le long terme.

Les résultats mettent également en évidence que les retours observés ne relèvent pas d'une dynamique

homogène, mais s'inscrivent dans un continuum de contraintes. Entre retours forcés, retours par défaut, retours économiques ou encore retours pendulaires, les trajectoires des populations traduisent moins un choix qu'une adaptation à des conditions de vie devenues intenable. Dans ce contexte, la notion de retour volontaire apparaît largement théorique et peu représentative des réalités observées. Par ailleurs, le retour ne marque pas la fin du déplacement. Dans de nombreux cas, il constitue une reconfiguration de celui-ci dans un autre espace, souvent tout aussi précaire. Les ménages alternent entre zones d'origine, sites de déplacement et espaces d'accueil temporaires, illustrant des trajectoires marquées par une mobilité contrainte et cyclique plutôt que par une stabilisation durable. Toutefois, réduire ces dynamiques à une simple question de pauvreté ou d'assistance serait insuffisant. L'analyse montre que les retours agissent comme un facteur de perturbation des équilibres locaux. Ils interviennent dans des contextes où les ressources ont été réorganisées pendant l'absence des populations déplacées, où de nouveaux arrangements se sont établis et où les mécanismes de régulation restent limités. Le retour ne restaure pas une situation antérieure ; il introduit au

contraire une superposition de droits, d'intérêts et de perceptions, génératrice de tensions.

Dans ce contexte, la question foncière apparaît comme un point de convergence central. Dans la majorité des zones étudiées, l'accès à la terre conditionne à la fois les moyens de subsistance et les relations sociales. Les difficultés d'accès ou de récupération des terres constituent ainsi un facteur majeur de fragilisation économique et de conflictualité. Ces tensions, déjà présentes dans certains territoires comme Masisi, Rutshuru ou Djugu, sont amplifiées par les retours. Dans les hauts plateaux du Sud-Kivu, elles prennent une dimension plus identitaire, tandis que dans le Tanganyika, elles s'inscrivent davantage dans des logiques d'inégalités structurelles. Ces dynamiques économiques et foncières s'accompagnent d'une transformation progressive des relations sociales. Les données mettent en évidence une cohésion sociale sous pression, marquée par une montée de la méfiance et une perception accrue de compétition entre populations retournées et communautés hôtes. Les interactions se reconfigurent autour de logiques d'accès aux ressources, souvent perçues comme inévitables. Si certaines formes de solidarité persistent, elles tendent à se limiter à des cercles restreints, traduisant une fragmentation progressive des liens sociaux.

Dans ce contexte, les mécanismes locaux de résilience jouent un rôle essentiel mais insuffisant. Les autorités coutumières, les leaders communautaires et les arrangements informels permettent parfois de contenir les tensions et d'éviter leur escalade. Toutefois, ces mécanismes restent fortement contraints par l'ampleur des besoins, les déséquilibres de pouvoir et l'absence de soutien institutionnel structuré. Leur capacité à maintenir la stabilité demeure réelle, mais fragile. L'analyse met également en évidence des impacts différenciés selon le genre et les groupes sociaux. Les femmes, les enfants et les jeunes apparaissent particulièrement exposés aux effets des retours. L'accès inégal à la terre, la charge accrue des responsabilités économiques et l'exposition aux risques de protection, notamment les violences basées sur le genre, renforcent les inégalités existantes et affectent durablement les dynamiques au sein des ménages et des communautés. Au-delà des dynamiques locales, les retours s'inscrivent

dans des environnements où les facteurs de violence demeurent actifs. Dans le Nord-Kivu, l'instabilité sécuritaire et la présence de groupes armés structurent fortement les conditions de retour. En Ituri, ce sont les tensions intercommunautaires qui dominent. Au Sud-Kivu, la pression foncière et économique constitue un facteur central, tandis que dans le Tanganyika, les retours s'inscrivent dans des contextes de vulnérabilité structurelle caractérisés par un accès limité aux services et aux ressources. Ces différences soulignent la nécessité d'approches différenciées et territorialisées.

L'analyse met par ailleurs en évidence que certaines interventions peuvent, de manière involontaire, contribuer à aggraver les tensions. La réduction de l'assistance dans les sites de déplacement apparaît comme un facteur structurant de retours contraints, tandis que des modalités d'intervention insuffisamment sensibles aux dynamiques locales peuvent renforcer les perceptions d'injustice et les conflits. Ces éléments soulignent l'importance d'intégrer systématiquement une approche sensible aux conflits dans l'ensemble des interventions. Cette analyse systémique met en évidence une dynamique cyclique : retour contraint, fragilisation économique, pression accrue sur les ressources, montée des tensions sociales, conflits, puis nouveaux déplacements. Bien que ce cycle puisse varier selon les contextes, il se reproduit sous différentes formes dans l'ensemble des zones étudiées, révélant l'absence de conditions permettant de transformer le retour en solution durable. Dans ce cadre, les retours involontaires ne se limitent pas à un phénomène de mobilité. Ils constituent un facteur actif de reconfiguration des dynamiques de conflit. En modifiant l'accès aux ressources, les relations sociales et les équilibres de pouvoir, ils participent à l'évolution des systèmes locaux de fragilité et doivent être appréhendés comme un enjeu central des stratégies de stabilisation.

Les réponses actuelles, bien qu'essentielles pour répondre aux besoins immédiats, apparaissent encore largement insuffisantes face à la complexité des dynamiques observées. Elles restent souvent sectorielles, réactives et insuffisamment articulées entre les dimensions humanitaires, de développement et de paix. Le décalage entre le

rythme des retours et celui des interventions, ainsi que la prise en compte limitée des dynamiques foncières et des tensions locales, en réduisent l'efficacité. À la lumière de ces constats, il apparaît essentiel de repenser les approches. Les retours ne peuvent plus être abordés comme un processus linéaire ou exclusivement humanitaire ; ils doivent être compris comme un enjeu systémique nécessitant une articulation étroite entre les dimensions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Sans cette approche intégrée, les interventions risquent de traiter les symptômes sans agir sur les causes profondes. La question foncière doit être placée au cœur des réponses, de même que le renforcement des mécanismes locaux de médiation et de cohésion sociale. Par ailleurs, l'intégration d'une approche sensible au genre, à la protection et aux dynamiques de conflit apparaît indispensable pour répondre efficacement aux vulnérabilités différenciées.

Dans l'ensemble, les retours involontaires s'inscrivent dans des systèmes où les dimensions économiques, sociales et sécuritaires sont étroitement liées. Ils affaiblissent les capacités économiques des ménages, accentuent la pression sur les ressources, transforment les relations sociales et perturbent les équilibres locaux. Ces effets se renforcent mutuellement et contribuent à maintenir les zones concernées dans des dynamiques de fragilité. La cohésion sociale persiste, mais sous tension. Les mécanismes de résilience existent, mais restent insuffisants pour absorber l'ensemble des pressions générées. Dans ces conditions, le retour ne constitue pas une solution durable en soi. Lorsqu'il intervient sans conditions favorables, il tend à prolonger les cycles de vulnérabilité et de conflit plutôt qu'à les

résoudre. Le schéma ci-dessous synthétise les interactions entre retours contraints, dynamiques socio-économiques et dynamiques de conflit observées dans les zones étudiées : l'analyse met en évidence que la distinction entre retours volontaires et contraints devient difficile à établir, en raison du poids déterminant des conditions de vie en déplacement. En l'absence de pressions directes, la détérioration des conditions humanitaires constitue en elle-même une contrainte structurelle, orientant les décisions de retour vers des réponses à des situations d'impasse plutôt que vers des choix réellement libres. Enfin, les interventions doivent être mieux alignées sur les réalités territoriales et adaptées aux spécificités locales. Les dynamiques observées variant selon les provinces, des réponses différenciées, contextuelles et flexibles sont nécessaires.

En définitive, les retours involontaires observés dans les zones étudiées ne constituent pas, en l'état actuel, une voie vers des solutions durables. Ils s'inscrivent dans des dynamiques de fragilité qui, en l'absence d'approches adaptées, risquent de se reproduire et de s'amplifier. Toutefois, l'analyse met également en évidence l'existence de capacités locales, de mécanismes de résilience et de marges d'action, qui constituent des leviers essentiels pour orienter les interventions vers des approches plus intégrées, sensibles aux dynamiques de conflit et ancrées dans les réalités locales. La transformation des retours en véritable levier de stabilisation reste possible, mais elle suppose un changement fondamental d'approche : passer d'une logique de gestion des déplacements à une logique de transformation des conditions structurelles qui les produisent et les perpétuent.

BIBLIOGRAPHIE :

- OIM, Évaluation dans les zones de retour au Nord-Kivu en RDC, janvier 2022,
- [Déplacement interne et sécurité alimentaire](#), IDMC, Août 2023
- [MANUEL SUR LA RÉINTÉGRATION](#), 2019, Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- FAO, Impact des conflits et des déplacements sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans les provinces d'Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika, mars 2025
- Rapport d'évaluation multisectorielle à Minova au Sud-Kivu en février 2025 par Solidarité Internationale

- FAO, Analyse du conflit au Nord-Kivu, RDC Suivi de l'impact du conflit sur l'agriculture et les moyens d'existence grâce aux données géospatiales, février 2025
- [2. Crise à l'est – sitrep #2 \(26 février – 14 mars 2025\).](https://fscluster.org/sites/default/files/2025-03/csa%20rdc_crise%20a%20l%27est_sitrep%20%232%20%2826%20feb%20-%2014%20mars%29.pdf)
https://fscluster.org/sites/default/files/2025-03/csa%20rdc_crise%20a%20l%27est_sitrep%20%232%20%2826%20feb%20-%2014%20mars%29.pdf
- [Déplacement interne et sécurité alimentaire](#)
- [MANUEL SUR LA RÉINTÉGRATION](#)
- Perturbation des circuits financiers : Comment la crise M23 reconfigure les programmes de transferts monétaires et les services financiers au Nord et au Sud-Kivu, CAT, avril 2025
- UOFH-NK (2024). *Évaluation rapide multisectorielle auprès des personnes déplacées internes (PDI), FAT et des retournés dans la province du Nord-Kivu*. Union des Organisations Féminines Humanitaires du Nord-Kivu. Document non publié.
- AVSI. (2025). *Rapport d'évaluation rapide multisectorielle – territoires de Masisi, Nyiragongo et Rutshuru (24 février – 10 mars 2025)*. AVSI. https://back.avsi.org/uploads/2025_DRC_Rapport-devaluation-rapide-multisectorielle.pdf
- Ratner, E. (2025, 2 avril). 'Women give birth on the ground': Congolese forced to return home find devastation. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2025/apr/02/women-give-birth-on-the-ground-congolese-forced-to-return-home-find-devastation>
- Ross, A. (2025, 2 février). *Congo's displaced fear violence, rape if they return home*. Reuters. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/africa/congos-displaced-fear-violence-rape-if-they-return-home-2025-02-02/>
- Reuters. (2025, May 15). *Returning Congo farmers struggle to revive rebel-held fields* [Video]. YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=40yRCJhFrVw>
- Rapports de la Commission Mouvement de Population (CMP Kalemie et Nyunzu)
- Bulletins de monitoring protection (UNHCR, NRC, DRC)
- Rapports du HCR et OCHA (2022–2024) sur la stabilisation et les retours dans le Tanganyika
- Données de réintégration du RRMP et du cluster Protection